

**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES**

---

**Direction des Archives et de la Documentation**

**COLLECTION DES ARCHIVES ORALES**

**AO21**

**Jean LALOY**

**(1er avril 1912 - 4 août 1994)**

**MINISTRE PLENIPOTENTIAIRE**

**Entretien du 7 juin 1985**

**Par**

**Maurice Vaïsse et Cécile Pozzo Di Borgo**

**M. Vaïsse** : Je vous demande si la première chose intéressante ça ne serait pas de dire dans quels postes vous avez été amené à vous intéresser aux problèmes Est-Ouest et en reprenant ensuite éventuellement chronologiquement.

**J. Laloy** : Si j'ai été amené à m'intéresser aux problèmes Est-Ouest c'est d'abord, parce que je ne sais pour quelles raisons, j'avais fait l'Ecole des Langues Orientales dont le Russe en 1932-1934. Et quand je me suis présenté au Quai d'Orsay en 1937 et que j'ai été reçu par miracle au petit concours, j'ai ensuite passé le grand concours pendant la guerre, l'examineur, qui était M. (nom inaudible), enfin un ancien directeur Politique du Quai d'Orsay dont je ne me rappelle pas le nom, m'a dit : La seule chose qu'on ne comprenne pas, c'est pourquoi vous avez appris une langue qui ne peut servir à rien.

Après avoir pris cette orientation vers l'Est j'avais envoyé comme premier poste en Estonie/Pays Baltes au rivage Sud du Golfe de Finlande où nous sommes restés avec ma femme d'octobre 1937 à août 1940 et, où là on voyait l'Europe, et on était tout près de l'Union Soviétique qu'on ne connaissait pas du tout et sur laquelle je n'avais pas tellement d'illusions, pas autant d'illusions que beaucoup de gens de l'époque mais quand même beaucoup plus que ceux qui y sont passés par la suite.

Au moment de l'armistice un certain nombre de fonctionnaires, de membres de la Légation ont envoyé un télégramme à Londres au Général de Gaulle pour lui demander : "Qu'est-ce qu'on fait quand on est en Estonie, comment est-ce qu'on peut faire pour se rallier à vous ?". On n'a pas reçu de réponse, ça a passé par les Anglais, on n'a pas reçu de réponse avant le jour où les Soviétiques sont rentrés dans le pays pour passer un pacte d'amitié avec l'Estonie, amitié qui consistait à introduire cent mille soldats dans un pays d'un million d'habitants. Et à ce moment-là, n'ayant pas reçu de réponse, nous avons persévéré dans le système diplomatique d'immunité et Vichy, ce n'était pas encore Vichy, m'a envoyé à Moscou pour y passer ces quelques mois sous les ordres d'un grand personnage qui s'appelait Eric Labonne qui était un homme un peu légendaire et avec lequel j'ai beaucoup appris de lui et son conseiller, qui était le meilleur de tous les spécialistes d'URSS, qui était Jean Payart. Alors nous sommes restés là peu de mois et je suis revenu en France pour passer le grand concours que j'ai passé en mai 1941 et je devais repartir en URSS au mois de juin et le 22 juin M. Hitler avait la mauvaise idée de me précéder là-bas donc je suis resté en panne et j'ai d'abord été envoyé à la Commission d'Armistice à Brisbane où je me suis occupé de la Presse allemande pendant deux ans et de là, quand la zone libre a été envahie, par un miracle, une espèce de trait de génie de M. Rochat, j'ai été envoyé à Genève, au Consulat Général de France à Genève où je me suis trouvé pendant deux ans libre de travailler, de faire toutes sortes de choses, y compris avec la Résistance et avec la France Libre. Et voilà, alors j'étais là en octobre 1944 et alors j'ai

vu arrivé un télégramme disant : Pourriez-vous servir éventuellement d'interprète dans une grande négociation internationale ?

Alors j'ai compris à peu près de quoi il s'agissait et j'ai répondu que je n'étais pas interprète professionnel et je ne me suis pas retenu d'ajouter : Me tiens entièrement à la disposition du Département. Et là-dessus est arrivé un télégramme : Venez immédiatement à Paris ! Alors nous sommes partis à Paris en auto et je suis arrivé là et on me dit : Vous partez après demain matin.

Nous avons fait ce voyage par, comme on faisait à l'époque, Paris, Tunis, Le Caire, Téhéran, Bagdad, Moscou, ce qui faisait trois jours d'avion jusqu'à Bagdad, je crois, et quatre jours de train de Bagdad à Moscou. Et dans le train Bagdad-Moscou, le Général de Gaulle avait un wagon-salon qui était un petit salon qui datait probablement d'avant 1914 car il n'avait pas de soufflet. Nous restions le soir, il y avait, je crois, Palewski, moi et lui, dedans, peut-être Dejean, je n'en suis pas sûr, et plusieurs soirs de suite je me suis trouvé tout seul avec lui dans le salon, on s'ennuyait terriblement dans ce machin-là, on parlait. Ce que je raconte là est un peu dans ce que j'ai écrit et qui est publié donc je vais peut-être passer un peu rapidement là-dessus. Toujours est-il que dans les conversations que nous avons eu il est à noter qu'il m'a parlé de la négociation, il m'a parlé de la rive gauche du Rhin, et de son désir d'obtenir de Staline une sorte d'appui à cette revendication et je me suis permis de le contredire, j'avais 31 ans je crois à l'époque, évidemment j'étais aussi modéré que possible, mais enfin j'avais trouvé un axiome que m'avait enseigné le père Labonne et qui était :

Tout ce qui sépare les Français des Allemands est toujours bon pour les Russes. Donc si vous vous brouillez avec les Allemands pour la rive gauche du Rhin, vous facilitez... Alors il avait encaissé ce truc sans le nier, ce qu'il l'avait intéressé mais ensuite il a quand même essayé, bon. Alors ceci était pour poser le problème de ce voyage et des contradictions franco-soviétiques de l'époque. Je crois que le Général de Gaulle est parti, et toutes les collections de documents qui ont été publiés depuis la guerre le prouvent, il est parti dans l'idée que le véritable allié d'après-guerre devait être l'Union Soviétique en raison du phénomène continent qui paraissait l'emporter sur le phénomène idéologique. Et il est parti dans l'idée : "Je propose, je leur demande la rive gauche du Rhin, ça veut dire que je suis décidé donc à une politique de coercition à l'égard de l'Allemagne, donc ils pourront compter sur moi après qu'il y aurait une espèce de solidarité d'accord".

Alors ce qui s'est passé c'est que Staline n'avait pas du tout cette vue-là et il a énormément surpris, je ne sais pas, le Général, alors je n'ai pas parlé, pendant les huit jours je ne lui ai pas du tout parlé de la négociation mais ses acolytes, les hommes qui l'entouraient, il y avait naturellement M. Bidault, M. Bidault était encore tout frais démoulé de la Résistance, assez intimidé en présence du Général qui était assez écrasant à son égard ne serait-ce que par la taille et dans le ton, vous savez tout ça, l'un était tout de finesse et l'autre d'un effet passionné.

Mais dans son entourage il y avait un des commandants directs du Général de Gaulle qui était Etienne Burin des Rosiers et qui était tout à fait dans cet état d'esprit franco-russe et non pas franco-soviétique.

Alors ils ont été dérouterés par la réaction soviétique et celle-ci, à mon avis, s'explique si on tient compte des avertissements que Staline a lancé au Général de Gaulle dès la troisième séance pour lui dire : "Qu'est-ce que c'est que ce bloc occidental dont vous êtes le promoteur". Le Général de Gaulle avait parlé au mois de mars 1944 d'une entente entre les pays occidentaux et le Général a dit : "Mais non, je ne crois pas, je pense à un système Paris - Londres - Moscou" et Staline a dit : "Je m'excuse de vous avoir gêné dans ma question, je vous le dis, vous ne m'avez pas répondu" et il avait écrit à Churchill, on lui a parlé de lui avant, le 2 décembre il avait écrit à Churchill : "De Gaulle arrive et d'après tout ce que je sais il va nous parler du contrôle de la Ruhr et de la séparation de la rive gauche du Rhin de l'Allemagne. Ces projets viennent à l'encontre de notre projet de contrôle à quatre, à trois (parce qu'ils étaient à ce moment-là trois) sur la Ruhr" car en octobre 1944 Churchill a été à Moscou et avec Staline ils s'étaient plus ou moins mis d'accord sur l'idée d'un contrôle sur la Ruhr. Et donc Staline voyait à peu près certainement le Général de Gaulle s'introduire là-dedans comme un élément incommode car ce qu'il craignait c'est que dans ces projets de démantèlement de l'Allemagne, l'Allemagne Occidentale devienne un véritable support d'un système Occidental qui dans son esprit ne pouvait être qu'anti soviétique par nature, même si les intentions du Général de Gaulle étaient bonnes, lorsqu'un système fondé sur l'industrie allemande de la Ruhr aurait tendu naturellement après tout ce que l'Allemagne aurait eu à subir à l'Est à être une sorte de démon à l'état. Donc il y a eu là une chose qu'on n'a pas du tout aperçu à l'époque alors mais qui me paraît à peu près certain. Donc le point de départ des rapports franco-soviétiques est un point de départ de méprise, méprise mutuelle je ne sais pas, mais le Général de Gaulle s'est mépris certainement sur les intentions de Staline. En tout cas il ne pensait pas qu'on lui parlerait de la Pologne.

Là, j'ai le témoignage d'Éric de Carbonelle qui était Deuxième ou Premier Secrétaire, je crois, à la Mission française à Moscou et qui était à l'arrivée pour chercher notre délégation à Bakou et qui a dit à tous ses collègues : "Le problème dont on va vous parler : C'est la Pologne" alors que les Français venaient pour parler de l'Allemagne, de l'alliance, etc.

Et la Pologne a été introduite par les Soviétiques avec une grande habileté. Il y a eu une conversation entre Maurice Dejean (qui était Directeur Politique à l'époque) et le Directeur d'Europe Soviétique qui s'appelait Serkiev le 3 décembre, je crois, le lundi. Il lui a dit : "Vous savez, mon Cher collègue, Churchill, pendant toute la guerre, a eu un ambassadeur auprès du roi Pierre II de Yougoslavie et un représentant auprès du Maréchal Tito à partir de 1943 donc pourquoi ne feriez-vous pas la même chose. Vous avez un ambassadeur à Londres mais vous pourriez avoir un représentant auprès du Gouvernement installé en Pologne, c'est-à-dire à Varsovie, il était déjà arrivé à Varsovie. Donc les Soviétiques avaient ça en vue dès le début,

ils ont introduit leur marchandage dès le début. Et cela a abouti donc à la fameuse scène finale, là-dessus je passe, la nuit du 9 au 10 décembre où le Général quitte le Kremlin : "On n'obtient pas d'accord, je reviens à l'Ambassade" et laisse derrière lui Dejean et Bidault pour négocier et ils négocient, envol de Christian Fouchet à Lublin et le communiqué ne sera publié que quinze jours après le retour du Général à Paris et donc ça n'apparaîtra pas comme directement lié alors que ça l'était complètement. Alors tout ça était monté par les Soviétiques, ils ont dit : "Vous voulez un pacte ! Payez. Payez en Pologne, en monnaie polonaise et votre monnaie Ruhr-Rhin ne nous intéresse en rien parce qu'elle est contraire à nos véritables intérêts sur l'Allemagne".

Alors ce qu'il faut retenir de ça : C'est qu'il y a dès le début, dans la guerre, une vue soviétique sur le problème allemand qui ne correspond absolument pas à la vue française.

Alors sur ce voyage ce que je peux dire de plus comme impressions psychologiques : C'est l'extrême différence de personnalité entre de Gaulle et Staline qui se comprenaient néanmoins, ils avaient tous les deux une certaine forme d'humour, c'est ce qu'on appelle un peu en allemand, l'humour du pendu, le bourreau qui va pendre le pendu, c'est-à-dire un humour sarcastique et ils se sont certainement appréciés de ce côté-là. Les éloges que Staline a distribué à de Gaulle dans la dernière nuit m'ont paru être des éloges plutôt ironiques. Il lui a dit : "Vous êtes un homme bourru, qui refusait de plier, c'est très bien, c'est ce que j'apprécie le plus...". Ça m'a paru être des éloges destinés à le flatter mais qui voulait dire : "je vous croyais vraiment plus difficile que vous ne l'êtes et en fait vous ne l'avez pas été...". Pourquoi ? Parce que quand Staline parle à Roosevelt et à Churchill de la visite de de Gaulle à Yalta, enfin quant à Yalta Staline parle à ses deux alliés de de Gaulle à Moscou, il dit : "On m'avait dit que c'était un homme très difficile, je n'ai pas du tout eu cette impression" alors voyez, un peu méprisant, enfin à la limite, peut-être parce qu'il ne tenait pas à ce qu'il soit trop en avant dans les négociations ou je ne sais quoi, enfin il le mettait dans une autre catégorie.

Alors sur Staline il y aurait énormément à dire, ça serait trop long, j'en ai écrit dans le compte-rendu de ce voyage qui est publié dans la revue des Etudes Slaves, par conséquent je ne vois pas la nécessité de raconter encore tout cela, j'ajoute qu'on retrouve pas mal de choses dans les mémoires du Général qui viennent de mon propre texte que je lui avait passé, c'est assez facile à identifier quand nous avons eu des souvenirs pas toujours les mêmes, enfin il a repris un certain nombre de choses que j'avais moi-même notées donc on peut se faire une idée je crois très complète de ce point de départ mais pas du tout dans l'esprit que le Général a rapporté. Il a rapporté l'apport des bienveillances qui va nous mettre enfin en équilibre par rapport aux Anglo-Saxons qu'il a dû annoncer à l'Assemblée Consultative grosso modo et qui nous permettra de maintenir l'Allemagne hors d'état de nuire pendant les années qui viennent. Ce n'est pas du tout ce qui est ressorti de ce voyage mais cette illusion a duré naturellement jusqu'au départ du Général en janvier 1946 et en fait jusqu'au mois de juillet 1946 lorsque le règlement de paix devait se faire par le conseil des quatre ministres des Affaires étrangères

qui se réunit d'abord à Londres en 1945 puis, à Moscou, à trois en décembre 1945 pour raccommo­der les pots cassés de Londres (des affaires qui seraient trop longues à raconter ici) et ensuite, en 1946, à Paris de avril à juillet, enfin il y a eu deux sessions : Avril et juillet. On a parlé de tous les traités balkaniques, italiens et compagnie pendant très longtemps, tout à fait à la fin il y a eu trois séances sur l'Allemagne, et dans la séance du 12 juillet 1946 Molotov a sorti un discours qui a complètement mis par terre tout ce qu'était la politique française qui avait été maintenue contre vents et marées : L'acte de rive gauche du Rhin ; Contrôle de la Ruhr ; Morcellement de l'Allemagne selon les (?)<sup>1</sup> aussi petits et aussi autonomes que possibles. Un véritable coup de tonnerre pour la délégation française vraiment atterrée, il y avait là Bidault, il y avait Georges de Courcel, je crois bien qu'il y avait Burin des Rosiers et moi qui depuis longtemps combattait de mes faibles moyens, j'ai toujours été hostile à cette politique depuis le début, je la considérais comme entièrement périmée, or j'avais été en Russie pendant la guerre donc j'avais ce qu'étais la Russie et quel fond on pouvait faire sur elle, enfin que ce n'était pas un régime pas comme les autres et donc je crois que j'avais l'impression que nous favorisions la Russie soviétique qui n'avait rien à voir avec la Russie qu'on s'imaginait. Or ce discours de Molotov était extraordinairement bienvenu parce qu'il allait dissiper d'un coup la plupart des illusions françaises et donc il est à l'origine du grand tournant en fait pour la France. Ceci dit la France s'est maintenue dans la politique rive gauche du Rhin jusqu'à l'hiver 1947-1948.

Entre temps s'est passé la conférence des ministres des Affaires étrangères à Moscou, de 1947, qui est à l'origine du tournant, conférence qui a été en fait dominée par la personnalité du Général Marshall, alors là non plus je ne vais pas répéter ce que j'ai mis en papiers et le vôtre sur le Général Marshall, il a dominé non pas du tout par le brillant, il n'était pas du tout brillant, il était modeste et plutôt je dirais ne cherchant pas du tout à s'imposer et par là-même écrasant parce qu'il parlait avec une extrême simplicité. Et alors il est certain que Marshall a pris une idée extrêmement sombre de la politique soviétique de ses conversations avec Staline. Et ça venait de ce que Staline lui a dit et je crois de l'impression qu'il a eu de ce petit Géorgien rusé et malfaisant, c'est comme je le sens, qu'on parlait à ce, on ne peut pas l'appeler autrement, qu'une sorte d'Américain de l'époque héroïque en fait. Alors il y avait une distance immense et il a saisi que la position soviétique tendait à maintenir l'Allemagne et non l'Europe dans un état de fluidité aussi totale que possible de façon à, si j'ose ainsi m'exprimer, pêcher en eau trouble, maintenir de l'eau trouble partout pour y pêcher. Alors ça a amené l'affaire du Plan Marshall. L'affaire du Plan Marshall a amené la France au choix qu'elle a fait en tremblant et en s'apercevant que si l'on voulait faire un choix indépendant des Soviétiques on avait besoin d'un contre-appui américain, là on n'avait aucune force militaire et les Anglais n'ont pratiquement pas grand-chose et donc l'Occident de l'Europe s'il voulait échapper au système, soit de croupir dans son jus, soit de se laisser entraîner dans un système où il serait

---

<sup>1</sup> (?) Mot inaudible ou incompréhensible

dévoré au dîner, avait besoin d'un contre-appui américain. D'où, lorsqu'en a convoqué les conversations tripartites anglo-franco-américaines à Londres en janvier 1948, l'appel de Bevin et de Bidault aux Américains pour leur dire : "Maintenant nous entrons dans une politique qui nous menace donc qu'est-ce que vous pouvez faire militairement pour nous ?" et ça nous a conduit lentement au Pacte Atlantique qui avait démarré en 1949 et qui a, en tout cas, abouti à l'accord de juin 1948 sur l'unification des trois zones occidentales ; L'abandon par les Français de toute leur politique pratiquement sous un couvert décoratif : On maintenait une autorité de la Ruhr ; On maintenait qu'il faudrait une constitution fédérale pour l'Allemagne, aussi fédérale que possible, enfin des choses comme ça et on maintenait un office militaire de sécurité soi-disant pour maintenir l'Allemagne désarmée. Enfin c'était les espèces de menues monnaies qu'on donnait aux Français pour les calmer et on est arrivé comme ça au tournant très difficile de juin 1948 où le Parlement n'a ratifié ces accords que par (?) voix (?) très faibles, ce qui a amené la chute de Bidault et l'arrivée tout à fait inattendue de Robert Schuman.

**M. Vaïsse** : Si vous permettez je voudrais vous poser plusieurs questions.

D'abord quelles fonctions exerciez-vous à partir du moment où vous avez été interprète à Moscou ? Cela, c'est la première question pour situer un peu les événements entre décembre 1944 et juin 1948.

Et puis une question très précise sur les scènes que vous avez déjà racontées des entretiens entre de Gaulle et Staline : Est-ce que vous étiez le seul interprète ? Est-ce que les têtes à têtes Staline-de Gaulle se passaient dans une atmosphère tendue ? Quelle était cette atmosphère ?

Et la troisième question qui est suscitée par ce que vous venez de dire : C'est le temps, le délai qu'il a fallu pour que la France réalise que la belle et bonne alliance telle que le Général de Gaulle avait voulu la conclure n'était en définitive pas si belle et bonne que cela. Pourquoi ce délai entre le milieu de l'année 1946 et la fin de l'année 1947 ?

**J. Laloy** : Alors première question, j'étais attaché au Troisième Secrétaire, je ne sais pas ce que j'étais comme grade. Je suis revenu de Moscou, l'idée de Jean Payart qui avait été à l'origine de mon envoi, il était à Genève en même temps que moi, réfugié lui aussi, et l'idée de Payart était que je serve un peu si mes contacts avec de Gaulle n'étaient pas trop mauvais, d'avoir une espèce de lien avec, ce n'était pas l'Elysée mais la rue Saint-Dominique, avec le Général de Gaulle sur les affaires de l'Est. Alors après être revenu de Moscou le Directeur Politique qui était Dejean, à moins que ce ne soit le Directeur d'Europe qui était François Coulet, m'ont demandé de venir à la Direction d'Europe, Rédacteur à la Sous-Direction d'Europe Orientale où il y avait MM... Je ne me rappelle pas le nom, si... en tout cas des gens qui..., il faut que j'en reste là. Mais enfin à cette Sous-Direction d'Europe orientale j'ai

travaillé, il me semble, de 1945 à 1947, en remplacement de Coulet. Non, Coulet était toujours là et à ce moment-là on a créé en 1947, à Berlin, une espèce d'élus diplomatique auprès du Conseil de Contrôle qui était dirigé par François Seydoux et Seydoux m'a emmené là avec deux autres de nos collègues étant François de Laboulaye et l'autre étant le bon et gentil Jacques de Beaumarchais qui est mort brusquement, très brusquement.

Alors entre 1945 et 1947 j'ai très peu mis les pieds à la Sous-Direction d'Europe Orientale car j'ai participé à toutes les négociations du Conseil des Ministres des Affaires étrangères et au Conseil des Ministres des Affaires étrangères, et entre temps à mettre au point les procès-verbaux, etc. Et à ce conseil je jouais le rôle extrêmement modeste de greffier. Nous étions trois ou quatre jeunes gens à prendre des notes, fébrilement, à les dicter, à faire des télégrammes, enfin, si vous voulez, on faisait le travail diplomatique courant des jeunes agents. Ce qui n'empêchait pas de discuter entre soi, de discuter avec les collègues anglais et américains, de créer peu à peu ces espèces de liens qui ont été très efficaces par la suite et de prendre une dimension du monde réel si j'ose dire par rapport au monde fictif, pour première question.

**M. Vaïsse :** Vous étiez à la Sous-Direction d'Europe Orientale mais au fond le travail qu'on vous a fait faire ressortait plus des agents du secrétariat des conférences ?

**J. Laloy :** Vous savez, le secrétariat des Conférences s'est très vite englouti dans les affaires de l'ONU et il englobait plus ou moins les délégations mais il n'a pas traité les questions, les questions revenaient dans les directions géographiques. Et les notes... enfin, etc., étaient préparées.

François de Laboulaye, donc, était un homme qui s'était rallié, était en Finlande. Il s'était rallié dès le mois de juin 1940, juillet 1940, il a passé à deadline où nous étions et c'est moi qui l'ai accompagné chez les Soviétiques pour demander son visa soviétique, nous étions en très bons termes mais enfin il m'en a voulu de ne pas l'avoir suivi immédiatement, ma femme avait un petit bébé sur les bras et je suis resté. Enfin nous nous sommes retrouvés là en 1940. Alors lui était tout à fait gaulliste, à la stricte observance, très rigide sur les principes sacro-saints, en particulier sur la politique allemande, etc., voilà pour ça.

Les délégations au Conseil des Ministres des Affaires étrangères étaient en fait un contact plus ou moins direct avec le ministre. Alors voilà ce que ça donnait évidemment.

**M. Vaïsse :** Oui, c'est un travail extrêmement intéressant.



**J. Laloy** : Je connaissais Bidault d'avant-guerre, je l'avais connu quand il était à L'Aube. J'avais été moi-même mêlé à la jeunesse étudiante chrétienne, enfin à des trucs de ce genre et à L'Aube elle-même et donc je le connaissais. Puisque quand nous nous sommes retrouvés là à Moscou, c'est la première fois que je l'ai vu, retrouvé après la guerre, on a parlé de ces amitiés de jeunesse de 1932-1935, par là. Alors j'étais en bons contacts avec Bidault à ceci près : C'est que Bidault on ne comprenait pas ce qu'il vous disait : "Les tuiles remontent sur les toits ; Ce qui a été dit ne sera pas redit mais des dits redits" encore ça c'était relativement compris mais la plupart du temps, moi, je ne comprenais pas ce qu'il disait. Il avait une manière de parler qui devait manifester un certain manque d'aisance à l'égard de lui-même en quelque sorte, je ne sais pas comment expliquer ça mais enfin il n'était jamais tout à fait à l'aise. Bien, alors voilà pour ma position.

Pour le deuxième point : Je n'ai pas assisté à toutes les conversations. Les conversations en séance officielle étaient suivies par Garreau, que vous avez enregistré, je crois, qui prétendait savoir le Russe, il savait le Russe mais qui était sourd, qui était extrêmement..., en fin qui était dur d'oreilles ce qui fait que les comptes rendus français sont beaucoup plus restreints que les comptes rendus soviétiques publiés parce qu'ils ont trop souvent été faits par des gens trop élevés en grade et qui n'avaient pas le temps et qui, en plus, n'avaient pas toujours tout saisi. Alors moi j'ai participé surtout à tout ce qui était contacts au cours des réceptions, etc., et durant toute la nuit du pacte, la nuit du 9 au 10 où je trottinais entre Staline et de Gaulle entre 7 H du soir et minuit et demie quand il est parti et quand il est revenu à 4 H du matin jusqu'à la fin, alors là j'ai une espèce de série tout à fait continue. Autrement j'ai participé à toutes les discussions entre Bidault et Molotov, etc.

Entre de Gaulle et Staline je n'ai pas assisté donc à des échanges mais c'était, d'après des comptes rendus (?), chacun faisait une sorte d'exposé avec quelques échanges puis on en restait là car le sujet de la discussion qui était l'affaire : "Est-ce que vous êtes prêts à me donner quelque chose sur la Pologne" n'a jamais été traité entre de Gaulle et Staline, ça a toujours été traité en dessous de façon à ce que le Général de Gaulle avait pu revenir en Pologne, non, moi je n'avais fait aucun marchandage avec personne. Et avant-hier encore Léon Noël m'a dit : "Je ne comprends pas qu'on ne reconnaisse pas que de Gaulle a résisté sur la Pologne en 1944".

Alors je vous dirais ça pour ce que c'est, c'est ce que j'ai appris de M. Jean Noël mais il y a eu pour les conversations proprement dites entre Staline et de Gaulle, des exposés du Général de Gaulle avec un commentaire, c'était un peu comme une agrégation d'histoire si vous voulez. De Gaulle exposait, Staline notait (dans les deux sens du terme), tenait compte et puis il donnait une note de réalisable ou de pas réalisable. Ça, c'était une note privée. Et la négociation s'est terminée selon la technique générale de Staline qui disait : "Il y a l'algèbre et il y a l'arithmétique : L'algèbre c'est les principes, etc. ; L'arithmétique c'est ce qui compte : Les territoires, enfin ce qu'on échange". Ce qu'il voulait échanger c'était un gouvernement

occidental se rapprochant plus que les autres de son gouvernement polonais pour lui donner un tout petit peu de substance dans la situation incroyable où était un gouvernement communiste polonais dans une Pologne qui avait été entièrement dépecée par les Soviétiques avec Hitler, c'était ça. Alors voilà le deuxième et le troisième,

**M. Vaïsse :** Pour aller dans le sens de ce que vous venez de dire, qu'est-ce que cherchait le Général de Gaulle ?

**J. Laloy :** Alors il cherchait un appui contre, il cherchait un contrepoids aux Anglais et aux Américains, essentiellement, un relèvement de son statut. Là, je le comprends, il était certainement écrasé, il avait été écrasé pendant son séjour à Londres, il avait réussi à se brouiller avec Roosevelt, ce qui est quand même dommage, tout à fait d'accord, Roosevelt n'était pas un homme de comprendre le Général de Gaulle et que la célèbre histoire de Jeanne d'Arc, etc., est venu d'un côté d'une certaine malveillance de Roosevelt à son égard. Ce que de Gaulle a dit en réalité dans l'affaire de Jeanne d'Arc, il a dit : "Il faut que vous compreniez que ce que je représente n'a aucun caractère juridique et institutionnel pour la France, je représente un certain esprit qui peut rassembler un certain nombre de Français. C'est un peu la même situation qu'en 1429-1431" mais il n'a pas dit : "Je suis Jeanne d'Arc". Il a simplement dit : "Jeanne d'Arc n'était mandatée par personne sinon par Dieu" donc dans le cas de de Gaulle ce n'était pas Dieu sinon le dieu de la patrie, c'est tout ce qu'il a voulu dire. C'est la malveillance alors américaine et le plaisir de faire des plaisanteries qui a abouti à : De Gaulle est un type qui se prend pour Jeanne d'Arc. Alors il y a des torts des deux côtés, c'est tout à fait évident. Mais, je ne sais plus pourquoi...

**M. Vaïsse :** Le contrepoids !

**J. Laloy :** Alors il cherchait donc un contrepoids et alors là je crois qu'il est parti des conceptions de politique extérieure que pouvait avoir un officier supérieur français à ce moment - à quand il est entré en politique en 1940. Or ses conceptions étaient que les Anglais nous avaient embêté à (?) et je ne sais où, et que les Allemands étaient les ennemis héréditaires, enfin sinon héréditaires au moins les ennemis les plus redoutables pour la France à cause de la fameuse ouverture du Rhin.

Et je crois que c'est ce qu'il a rassemblé ce qu'il avait comme éléments de traditions politiques apprises à l'Ecole Militaire de Saint-Cyr. Je ne vois pas ce qu'on peut dire d'autre.

Et alors comme il avait souffert en plus beaucoup en Angleterre, dans tout ce qu'il avait d'orgueilleux et de blessé par le sentiment qu'il n'était jamais à sa place nulle part, il n'était pas chef d'état, il n'était pas non plus chef de gouvernement, passait le dernier partout, il était dans la situation du parent pauvre, alors il a essayé de compenser ça. Il y avait très longtemps qu'il

avait parlé aux Soviétiques d'aller en URSS, c'est venu bien avant sa rentrée à Paris. Pendant le séjour à Londres, à plusieurs reprises, il a lancé des ouvertures vers un rapprochement avec les dirigeants soviétiques et on a, je crois, les preuves à peu près certaines d'après les textes, je ne crois pas qu'ils les ai triturés pour nous mettre dans l'embarras, ça me paraît tout de même relativement peu probable parce que quand même, il y a une chance sur mille, mais il y a une chose que les deux occupants se fut dit une fois publié et bien il apparaît que, en tout cas après le retour, dès le mois de septembre 1944 de Gaulle fait venir son homologue pour lui dire : "J'aimerais bien aller en URSS" c'est donc qu'il cherchait le compromis.

Plus, alors à long terme, l'idée de l'alliance franco... de 1893 et il n'a obtenu pas du tout de contreponds car quand Catroux est arrivé disant aux Soviétiques : "Vous êtes nos alliés, vous devez nous soutenir". "Ca se serait plutôt l'inverse" à cette rencontre, le dialogue Catroux-Bostov s'échange comme ça "Ah bon, moi, je croyais que l'alliance ça consistait pour la France à soutenir nos intérêts aussi". Et comme les intérêts soviétiques étaient beaucoup plus gros que les intérêts français, nous avons beaucoup plus à soutenir que vous". Et ça, je crois que le Général de Gaulle..., je ne sais pas quand il les a compris.

Il faut ajouter que de temps en temps il y voyait clair puisque quand nous sommes revenus de Moscou, dans le train, tout le monde épuisé après cette nuit qui s'est terminée à 6 H du matin, le lendemain j'étais de nouveau seul avec lui, non, j'étais avec Palewski, et il entre dans le wagon-salon et alors je lui dis : "Mon Général, je crois quand même que derrière tout cet étalage de puissance il y a quand même beaucoup de faiblesses quand on pense à toutes les destructions, je ne sais pas ce que j'ai essayé de raconter pour lui redonner un petit peu de courage, il s'est assis, il a ouvert les bras et dit : "Et dire que nous les avons pour cent ans sur les bras ces gens-là".

Donc il y avait deux hommes, je crois, chez lui : Il y avait l'homme des conceptions héritées, reçues, qui n'étaient pas des conceptions de son métier. C'est comme si moi j'avais voulu m'occuper de stratégie. Au moins à l'époque, après je reconnais qu'il a pris plus de dimensions internationales mais à l'époque... Et alors là il déraillait souvent, il y avait un homme à mon avis extrêmement machiavélique en politique intérieure et dans ses rapports avec la Résistance, dans ses rapports avec les communistes, et habile, calculateur. Et puis, de temps en temps, il se laissait aller alors à son véritable instinct comme dans ce cas-là, tout à coup il saisissait enfin le réel mais malheureusement l'accord entre les trois niveaux n'était pas tellement fréquent. Et comme il était assez difficile de le contrer, quand même, il ne rencontrait pas énormément de résistance. Les rapports avec Bidault et Chauvel étaient mauvais, il n'y a qu'à lire les mémoires de Chauvel : "Votre pauvre ministre...". Je me rappelle, moi, dans le train, nous attendions avant le départ de Bagdad, on s'était couché à 10 H du matin et à 8 H on a essayé de réveiller Bidault qui était dans la même résidence que nous avec son directeur de Cabinet qui était Guy de Charbonnière, il dormait à poings fermés. Alors après une demie heure d'efforts nous avons dit à Charbonnière : "Vous êtes Directeur de

Cabinet, c'est "Vous de réveiller votre ministre. Les autos sont là, on s'en va." et nous sommes arrivés à la gare et sur le quai : Pas de Bidault. Et enfin à 10 H -5, le Général, fou de rage vraiment, a pris congé de Molotov qui commençait lui aussi, le train partait à 10 H, qui commençait à trouver que c'était un peu long, on est monté dans le wagon et tout d'un coup j'ai enfin vu le pauvre Bidault, tout flageolant, plus ou moins porté par Charbonnière, qui arrivait et le Général, furieux, plié en deux dans le wagon parce qu'il était trop grand : "Qu'est-ce qui m'a foutu un ministre des Affaires étrangères pareil !", terrible, terrible. Il y a toujours eu ce drame que Bidault n'avait pas d'influence sur lui. Voilà, je crois que c'est tout ce qu'on peut dire.

**M. Vaïsse** : Et la troisième question portait sur le décalage.

**J. Laloy** : Oui, alors il faut interdire mes mémoires à Mme Bidault.

**M. Vaïsse**: Le décalage entre le moment où la France se rend compte que la belle et bonne alliance n'en est pas une, c'est-à-dire au printemps 1948 ou même en décembre 1947 et le moment où vous avez indiqué que cette tendance était déjà tout à fait claire, c'est-à-dire au milieu de l'année 1946, pourquoi ce décalage de dix-huit mois ?

**J. Laloy** : Et bien mon cher, c'est parce que les idées fausses ont leur vie très dure. Plus tard elles ont été proclamées ; Deuxièmement quand il y a un parti assez important qui continue à les soutenir et ça s'appelait le RPF, je crois, à l'époque, (Rassemblement du Peuple Français), je crois, par les gaullistes, ils faisaient de la surenchère tout le temps et cette malheureuse troisième force dans laquelle le seul élément qui voyait à peu près clair c'était le parti socialiste SFIO, grâce à Blum essentiellement et à..., j'ai oublié le nom, peu importe..., le spécialiste de l'Allemagne du parti socialiste, Salom Kombach que je confonds avec Oreste Rosenfeld, Rosenfeld était le Russe, enfin pour la Russie, Kombach était pour l'Allemagne. Alors le parti socialiste voyait clair. Le MRP voyait un quart clair et trois quarts étaient... enfin la plupart c'était de la fidélité et donc ça maintenait.

Une fois qu'on a choisi une ligne c'est très difficile d'en sortir et on en est sorti par les Anglais et les Américains, c'est certain et ça apparaissait comme une espèce d'agenouillement, c'était un agenouillement ou prendre des risques, il vaut mieux être obligé de se tourner dans la bonne direction que de continuer à se tourner éperdument dans toutes les directions jusqu'à la fin des temps. Alors voilà l'explication. C'est le système parlementaire français, rampe d'éclairage de l'opinion, bien que l'opinion résistante fût beaucoup moins anti allemande que l'opinion politique. Des gens comme Henri Frenay étaient déjà tournés vers la fin du duel franco-allemand. Alors je crois que le Général s'était surpassé, si sa personnalité supérieure ou instinctive plutôt avait pris le dessus sur les autres, il aurait pu faire le (?), ça aurait été grandiose. Il y a des traces de ça dans son voyage en Allemagne, en automne 1945, il prêche

l'Allemagne européenne mais c'est une Allemagne morcelée qui entre en Europe, alors ça fait l'effet aux Allemands de ce qu'on appelle le Rheinbund, c'est-à-dire la Confédération Rhénane de Napoléon 1er. Donc ça n'a pas pris. Et ça n'a pris que sous la contrainte des événements quand, au fond, 1946 : Le discours Molotov ; 1947 : Le refus du Plan Marshall par Molotov ; Et à partir de ce moment-là la nécessité de faire quelque chose avec l'Allemagne de l'Ouest parce que les Anglais et les Américains le faisaient de toute façon sans nous et il n'était pas question qu'on reste complètement sur le carreau.

**M. Vaïsse** : Le Canard Enchaîné titre à partir du moment où le Général de Gaulle est parti : Enfin M. Bidault va pouvoir être Ministre des Affaires étrangères. Dans quelle mesure le fait que Georges soit resté en effet Ministre des Affaires étrangères jusqu'en juin 1948, n'a-t-il pas contribué au maintien de cette ligne politique ?

**J. Laloy** : Ça a contribué car il a été pris dans le phénomène attraction-répulsion pour le Général de Gaulle. Ayant une grande attraction et ayant été repoussé, si j'ose dire, il a eu l'idée qu'il ferait mieux que tout le monde. Il s'est engagé à fond dans la politique des thèses françaises. On s'entendait pourtant nous étions trois ou quatre, nous étions dans l'école tout à fait opposés enfin de sentimentalité, en le faisant vraiment parler des thèses françaises on pouvait à peine l'empêcher de sourire, tellement ça c'est bête, d'autant plus qu'il y avait eu beaucoup de bêtises : Il y avait eu le Val d'Aoste ; L'annexion de Vintimille, enfin la soi-disant prétention d'annexer Vintimille ; Toutes sortes de choses franchement idiotes, le (mont) Chaberton cet espèce de pic qui domine Briançon et qu'il fallait annexer... Il appelait ça le chabertonisme de la politique française, le chabertonisme... et autres pour traduire les sentiments de Georges puisqu'ils sont suivis de commentaires. Il est venu un jour dans mon bureau en me disant : "Le Général de Gaulle est un grand non : N O N". Bon, il y avait un petit clan comme ça qui était contre mais la majorité des agents étaient tout à fait fidèle à la ligne officielle.

Il y avait tout de même un groupe gaulliste fort qui a lancé la politique de la Sarre par exemple. Etienne Burin des Rosiers était Sous-Directeur de la Sarre ; Grandval était Haut-Commissaire et ils ont tout fait à la politique de la Sarre. Alors après ça vous avez le tournant que nous prenons un peu malgré nous et nous arrivons au blocus de Berlin qui est l'épreuve. Il n'y a pas encore le Pacte Atlantique, naturellement il y a l'arme atomique, les forces américaines ne sont pas formidables enfin elles sont là et je ne parle pas des forces françaises qui n'ont joué aucun rôle, et on se trouve devant cette affaire-là. Alors première question : Qu'est-ce que ça veut dire ?

Il y avait des gens qui disaient : "Il faut qu'on ait un arrangement sur Berlin". Je crois que c'est le deuxième, oui, c'est dans un des deux blocus, je ne me rappelle pas lequel mais enfin dans l'une des deux crises. Il y a eu un article de [Lumo] dans le Monde qui s'appelait : "Déberliniser la question allemande", ça ne voulait rien dire du tout. Il y avait quelques gens

comme ça. Ou bien d'autres qui disaient : "Après tout Berlin c'est la capitale du Reich ; Perdons Berlin comme ça nous aurons les Allemands bien soumis", il y avait quelques gens comme ça, pas beaucoup.

Alors qu'est-ce qui s'est passé ? On a envoyé les trois commandants (français, américain et britannique) rendre visite au Maréchal Sokolovski, Sokolovski était un personnage imposant, avait donc le 20 mars dit : "Puisque vous n'avez pas répondu à mes questions sur les arrangements que vous avez conclus à Londres en dehors de nous, je mets ma casquette sur ma tête et adieu le conseil. Le conseil est ajourné" et il n'y a plus jamais eu de conseil des commandants en chefs.

Et puis les trains se sont détraqués, les ponts se sont cassés, etc., jusqu'à la réforme monétaire et la réforme monétaire arrête les communications. Alors on envoie nos trois généraux voir le Maréchal Sokolovski qui alors voit les généraux : "De quoi s'agit-il, qu'est-ce que c'est que cette histoire-là ? Pourquoi ne rétablissez-vous pas les communications ?" Et alors ce qui lui fut répondu : "Vous voulez rétablir les communications, très bien, nous sommes tout à fait d'accord, mettez fin à vos projets d'organisation des trois zones". Alors on a rapporté la chose à Truman et le Général Clay a donc - le Général Clay était un personnage singulier, texan, enfin un espèce de "personnage du Sud des Etats-Unis, terriblement (?) de lui, un nez en bec d'aigle, enfin une sorte de de Lattre si vous voulez américain - le Général Clay a dit : "Faisons passer un convoi blindé soit par rail, soit par auto" et Truman a répondu : "Ecoutez mon bon ami, si les autres l'arrête il y aura des combats terrestres, aurons-nous le dessus et sinon que faisons-nous ?" et Truman, assez sage, se croit un honnête marchand de bretelles, a dit : "Est-ce que nous passons tout de suite à la représaille atomique" et il n'avait pas envie et il avait raison et alors c'est là qu'est sorti l'histoire du pont aérien. Alors c'est la première crise très intéressante de ce point de vue là puisqu'elle manifeste qu'il y a des deux côtés une extrême prudence, celui qui ne l'a pas mais aussi celui qui l'a, ce que les gens ne voient jamais.

A partir de là on a négocié le fond et on n'a pas pu se mettre d'accord et tout a reposé sur le pont aérien, entièrement, auquel les Français n'ont pas participé. Je crois que nos bateaux plus ou moins dans l'Océan Atlantique ont aidé les Américains à faire une espèce de doria, pas un pont aérien mais enfin un très gros déplacement par avions, amener des avions de transport en supplément à travers l'Atlantique. Nous n'avons pas du tout joué le rôle militaire dans le pont aérien. Et puis il s'est trouvé que ça a marché et qu'au printemps Staline s'est trouvé dans la position du type qui affame une population civile sans rien obtenir et à ce moment-là ça s'est déclenché, Staline a été interviewé par un Américain qui a demandé quelles étaient les conditions pour mettre fin au blocus et Staline a cessé de parler de la monnaie à Berlin (il y avait un problème de monnaie à Berlin). Huit jours après le représentant américain à l'ONU a attrapé par la manche son collègue soviétique et lui a dit : J'ai remarqué que Staline n'a pas parlé de la monnaie à Berlin. Est-ce que c'est voulu ?". Cet Américain était un juriste de première qualité et le Soviétique a dit : "Je vais demander". Trois semaines après, attrape

Jesson, c'était le nom de l'Américain, attrape Jesson par la manche et lui dit : "Oui, c'était exprès" et là-dessus s'est nouée la discussion américano-soviétique qui a abouti à l'accord disant : "Si vous levez le blocus avant telle date, il n'y aura pas de gouvernement général allemand donc vous n'aurez pas l'air d'avoir cédé". Et alors on a réuni le Conseil des Ministres des Affaires étrangères à Paris, c'est (Andreï) Vychinski qui est venu, pour un temps il était devenu Président du Conseil des Ministres et ça a été un monde pour rien, nous étions terrifiés, nous pensions, nous, que les Soviétiques allaient proposer je ne sais quelle solution tendant à neutraliser l'Allemagne toute entière, alors nous n'aurions eu absolument aucun moyen de dire : Stop. Alors c'est avec un soulagement immense qu'on a entendu Vychinski dans la deuxième séance : "Il faut revenir à Postdam". On est sauvé, ce crétin est incapable de convaincre la (?).

Pourquoi ont-ils fait cela ? Je ne sais pas. Par peur de perdre la République Démocratique Allemande, je n'en doute pas, je crois que c'est la seule explication possible car ils voulaient la garder et ils se rendaient compte qu'une Allemagne neutre qui pour nous était une catastrophe l'était aussi pour eux parce que tout le système reposait sur l'armée soviétique en zone aile, tout le système polonais, il n'y aurait plus de raison de maintenir les troupes soviétiques en Pologne, alors ils ne pouvaient pas lâcher, ça n'était pas intéressant pour eux. Alors donc ça s'est passé comme ça et on est sorti sur une espèce de match nul, mais enfin un match nul agrémenté du fait que notre projet a quand même pris corps par conséquent que les Allemands qui restent formidablement résistants à entrer dans la voie proposée par les commandants en chefs. Il y a eu une très forte résistance des chefs de (?) qui ne voulaient pas avoir l'air d'avoir coupé l'Allemagne en deux. Alors ça a marché parce que nous avions quand même été, sinon les vainqueurs, au moins ceux qui avaient maintenu leur volonté. Vis-à-vis de l'Allemand c'était le problème des zones. Voilà la crise de Berlin n° 1.

Ce qu'il faut en retenir c'est qu'il a pris quand même de très gros risques, d'assez gros risques. Imaginez que l'URSS ait eu une arme atomique et nous pas et bien qu'est-ce que nous aurions fait ? Aurions-nous laissé nous aussi avec des opinions comme les nôtres ? Voilà, premièrement.

Après ça devient très simple et surtout qu'on traîne avec soi les débris de la politique française anti allemande, c'est-à-dire l'autorité internationale de la Ruhr qui a été constituée à trois plus les Belges et les Hollandais sans les Allemands. Bon, avec les Allemands, on les met dedans, enfin ils sont un parti sur cinq et, je crois bien qu'ils y sont, et puis on traîne surtout cet Office Militaire de Sécurité soi-disant pour surveiller la démilitarisation de l'Allemagne, bon, enfin il sera dissout un peu plus tard. Alors on était dans une impasse car on constituait un gouvernement allemand, il y avait en plus tout le programme de démontage d'usines, et on voulait lui imposer un régime de vaincu or c'est cette contradiction qui fait le poids terrible des années 1949-1950. Et ce poids est aperçu assez à temps par Schuman et par Jean Monnet, séparément.

Schuman, que j'ai bien connu et aimé, était un homme qui ne payait aucunement de mine, qui faisait rire les gens, je me rappelle certains de nos collègues éminents dont l'un est encore très actif au Parlement à l'heure actuelle, il a été ministre des Affaires étrangères du Général de Gaulle pour ne pas le nommer, le considérait vraiment comme on considère un sacristain. Et Schuman était un homme très dissimulé, très prudent, très craintif même, enfin physiquement, d'une très grande honnêteté, intellectuel, assez rusé lui-aussi, et ayant le sens tout simple des choses plus grosses. Alors il a saisi très vite ce sens d'une politique double : Il restait des traces de la vieille politique de coercition de l'Allemagne et nous étions dans un système qui consistait à réhabiliter l'Allemagne de l'Ouest et peu à peu l'introduire dans le système occidental.

**M. Vaïsse :** Vous permettez une question qui me vient je crois à point : Vous avez tout à l'heure très clairement indiqué qu'il y a entre la politique russe de la France et la politique allemande de la France un lien évident et vous avez tout à l'heure expliqué qu'il y avait justement cette idée d'une politique de conciliation à l'égard de l'Allemagne, d'ouverture à l'Allemagne de l'Ouest.

**J. Laloy :** Voyez à ce que c'était une idée politique, il y avait un sentiment dans certains secteurs de l'opinion qui aboutissait jusqu'à la SFIO, certains militants du MRP, par exemple Edmond Michelet, Joseph Romans, enfin des gens comme ça mais qui n'affleuraient guère au niveau des projets concrets, si vous voulez, et ça n'a pris forme que dans la conjonction Schuman-Monnet.

**M. Vaïsse :** Alors les deux questions précises que je voulais vous poser à ce propos c'était :

1. A l'intérieur des diplomates du Quai d'Orsay quelle était l'attitude sur ces problèmes précis ?
2. Est-ce que l'on peut distinguer carrément la période Bidault avant juin 1948, coercition à l'égard de l'Allemagne et la période post-Bidault, c'est-à-dire Schuman, ouverture à l'égard de l'Allemagne ou est-ce que cette distinction est trop caricaturale ?

**J. Laloy :** Première question sur le Quai d'Orsay, oui alors il y avait les années du Chauvel, vous savez, moi, je n'étais pas dans les..., je ne participais pas aux discussions au niveau du Secrétariat général, etc., c'était comme ça. C'est seulement à partir de 1949, jusqu'en 1949, et puis en plus j'étais en Allemagne en plus en 1947-1949, enfin il y avait l'école Chauvel-Fouques-du-Parc, ont été les deux héritiers du Quai d'Orsay internationaliste briandiste. Derrière eux qu'est-ce qu'il y avait comme gens plus concrètement ? Je n'en sais rien, il y en avait certainement et je mettrais par exemple mon ami Payart qui était très au fait en Union Soviétique et qui (?), il y avait des gens disséminés comme ça mais le Quai politique vers l'Est



et vers l'Allemagne était dominé par la personne du Directeur Politique qui était Couve de Murville et Couve était tout à fait resté très rigoureux sur la politique de 1945. Grosso modo il y a eu Coulet, c'était les deux piliers de la (?). En dehors de ça les gens suivaient plus ou moins, vous savez...

C'est plutôt parmi les jeunes, ceux qui sont entrés dans ces années-là qu'on trouvait des esprits beaucoup plus ouverts et beaucoup plus sensibles à ce que j'appellerais la politique dite réaliste, enfin... L'ennemi est vaincu, bon, coupons-le en morceaux comme ça on sera tranquille. Alors là il n'y a pas de noms à citer parce que ça serait... enfin c'est des gens qui ne sont pas tellement connus ni rien. La tension était entre Chauvel, Fouques et Couve et le ministre.

**M. Vaïsse :** Et est-ce que lorsque vous étiez en Allemagne en 1948, est-ce que vous avez participé ou assisté aux entretiens que M. Couve de Murville a eu en Allemagne en 1948 ?

**J. Laloy :** Quand il est venu à Berlin ?

**M. Vaïsse :** Oui

**J. Laloy :** Non, enfin nous l'avons vu et il nous a tout à fait stupéfiés. Il a eu un revirement.

**M. Vaïsse :** Oui, à quoi attribuez-vous cela ?

**J. Laloy :** Et bien à son côté réaliste aussi, il n'était pas beaucoup commode, c'est un homme extrêmement je ne peux pas dire autrement que réaliste d'ailleurs, calculant et voyant le rapport des forces à l'intérieur du système français et dans le système international. Alors il est venu à Berlin au moment où il s'agissait de mettre en œuvre l'existence des accords de Londres. Il a vu Clay, il est resté avec Clay, il est sorti de là en disant qu'il avait accepté que le conseil parlementaire qui était l'assemblée constituante serait élu par l'électeur directement, chacun selon sa loi électorale, donc c'est des fédéralistes on ne peut pas les faire gagner, etc., mais il avait vu que ce conseil parlementaire ferait une constitution pour l'Allemagne, etc. Alors que nous avions compris que la France exigeait que ça soit une constitution non pas fédérale mais confédérale.

Théorie nous faisons au moins un gouvernement provisoire de nos trois zones et puis on verra le genre de constitution, etc. Couve a dit : "C'est idiot...", il a été voir Clay et il est revenu avec ce truc ingénieux : La France faisait respecter le fédéralisme puisque ça passait par (?) Et le reste en somme, si j'ose dire, à la grâce de Dieu, à la grâce du dieu des nations et c'est évident que ça aboutirait à une atteinte qui serait beaucoup plus fédérale que confédérale. Moi, je crois

que là il a fait une mauvaise bille d'un mauvais jeu, il ne pouvait pas faire mieux. Surtout qu'il y avait déjà un état de tension très fort entre l'Est et l'Ouest, au début de la crise de Berlin, etc., il y avait le sentiment qu'on allait vers des choses assez dramatiques. Il y avait, je me rappelle, un avion, de ne sais plus de quelle nationalité, qui avait été abattu par les Soviétiques au-dessus de Berlin, un avion de commerce, enfin il y a eu plusieurs incidents...

**M. Vaïsse** : Alors cela fait précisément avec la seconde question qui est la distinction entre les deux périodes : La période Bidault et la période Schuman.

**J. Laloy** : Oui, alors il est certain que la transition est progressive. Il est certain que Schuman, à la fois se considérait comme chargé un peu de trouver un terrain d'entente avec l'Allemagne et se méfiait néanmoins des Allemands en bon lorrain qui avaient à s'en plaindre. Il y avait un peu des deux et il n'a pas été tellement rapide dans son mouvement. Mais, il avait quand même beaucoup de liens avec la (?), il avait des liens directs avec Adenauer, etc. et puis il y avait tout de même la personnalité d'Adenauer qui a joué un rôle considérable et François-Poncet.

François-Poncet était arrivé un peu plus tard, François-Poncet est arrivé fin 1948, il me semble, à l'automne 1948 mais envoyé par Schuman pour mettre de l'ordre pas besoin de le dire. Et à partir de ce moment-là Schuman s'est trouvé engagé dans une politique, comment dire, de réintégration permanente, je crois. Au meilleur compte si vous voulez, il essayait de maintenir les réparations... enfin toutes ces machines-là d'abord parce que c'était nécessaire au point de vue parlementaire toujours mais le fond tout de même de son idée c'était que danger véritable était au-delà de l'Allemagne et non pas le danger allemand. Et que c'est pendant qu'il n'y avait pas de danger allemand qu'il fallait tâcher de remettre les Allemands sur pieds pour que leur rétablissement ne tourne pas contre nous. Je crois que c'était une nécessité qu'ils viennent avec nous.

**M. Vaïsse** : Le coup de Prague a-t-il eu une très grande influence ?

**J. Laloy** : Oui, sûrement, ça a beaucoup estomaqué les gens. Je ne sais toujours pas si ça a été un coup soviétique ou un coup purement de chance. Alors voilà les Soviétiques n'ont pas été contre mais je crois qu'il y a une partie qui vient du fait que tout de même le parti communiste tchécoslovaque était le premier parti de leur territoire donc il fallait jouer un peu leur parti, à eux, alors comme ça s'est passé dans des conditions où que les Soviétiques ne soient pas intervenus, je pense qu'il y a un peu des deux. Ca a beaucoup assombri l'horizon avec les Soviétiques.

**M. Vaïsse** : Est-ce que vous étiez en contact direct avec Dejean ?

**J. Laloy** : Il était Ambassadeur là-bas ? Non, je n'étais pas en contact direct avec lui.

**M. Vaïsse** : Parce qu'une grande partie des informations qui arrivaient à Paris, au Quai d'Orsay, provenaient précisément bien entendu de Dejean et on voit bien quand on lit les papiers du Quai comment l'information arrivant de Dejean s'est répandue, a circulé à travers les différentes couches du Quai d'Orsay et même dans les différentes ambassades. Il est très clair que les télégrammes de Dejean sont envoyés aussitôt (?) pour alerter l'opinion américaine alors j'aurais voulu savoir s'il y avait eu par hasard des contacts ?

**J. Laloy** : A propos de Dejean je voudrais dire quelque chose. Bon, là maintenant qu'est-ce qu'il faut dire, où est-ce qu'on en est ? On a fait en somme le tournant. Alors j'aurais peut-être quelque chose à dire sur<sup>2</sup>

**M. Vaïsse** : Sur le Secrétariat général ?

**J. Laloy** : J'y arrive. Alors je voudrais revenir sur l'Allemagne quand même en disant que, en juillet 1948, au moment où je suis envoyé en zone occidentale pour représenter le général Koenig, commandant en chef, auprès du Conseil Parlementaire pour être donc ce qu'ils appelaient le (?) du commandant en chef, c'est-à-dire veiller sur cette Constitution. Et alors là nous avons suivi avec Cheysson le travail préparatoire du Conseil Parlementaire pour cette constitution. Et alors c'est là que j'ai eu l'impression qu'il y avait un authentique mouvement démocratique en Allemagne capable de s'affirmer par trois personnes : Carlo Schmid, Schumacher et Adenauer, le principal étant Adenauer évidemment. Et il était évident que la constitution qui allait sortir du Conseil Parlementaire serait beaucoup plus fédérale que ne le souhaitait M. le Général Koenig et alors notre travail, mon travail en particulier a été de convaincre Paris que cette constitution, moyennant quelques arrangements de formes sur je ne sais plus quels points et je ne sais plus sur quoi, était acceptable pour nous et qu'il ne fallait pas insister pour obtenir toutes nos histoires de leaders entièrement indépendants se réunissant en conseil suprême dans (?) ou je ne sais quoi, et ça, ça a été mon principal travail et qui a été grandement facilité par Carlo Schmid et le Président qui était Adenauer avec lequel je me suis bien entendu. Il était très, très, très ironique, très drôle, assez rude et tellement résolument occidental que ça m'a paru vraiment Dieu donné, si vous voulez, sans lui ça n'aurait jamais marché, jamais.

Nous avons réussi à établir suffisamment de fédéralisme pour que les Bavarois et les gaullistes français soient d'accord, plus ou moins d'accord et suffisamment de confédéralisme pour que... et suffisamment de fédéralisme réel pour que le système puisse marcher car nous avions tous en vue que l'Allemagne Occidentale allait causer de très grandes difficultés et que s'il n'y avait pas un système central pour coordonner les (?) on aurait une situation d'anarchie

---

<sup>2</sup> Phrase inachevée

complète. Alors voilà l'expérience du Conseil Parlementaire mais qui m'a permis d'avoir la quasi certitude que la chance de l'Allemagne passait à notre..., c'était vraiment la chance qui passait à notre portée.

Quand je suis revenu en 1949 ça a été ma première initiative auprès de Parodi qui s'est fait expliquer ça. Parodi n'était pas tellement..., il était de l'école plutôt socialiste mais il sortait de la famille Parodi, famille universitaire laïque républicaine que vous connaissez, avec Rousseau, mais il n'était pas très porté vers l'Allemagne, on a eu un certain mal à un certain moment. Mais grâce à M. Schuman, grâce à Clappier qui était l'instrument principal, Bourbon-Busset qui planait un peu, comme ça, mais enfin qui était orienté certainement dans un sens ouvert, on a beaucoup appuyé et ça s'est développé dans le bon sens.

Alors ce qui est venu à la traverse, a été la guerre de Corée, le réarmement allemand et la crise assez inquiétante de l'automne 1950 quand l'Union Soviétique nous a envoyé cette fameuse note : "L'Union Soviétique ne tolérera pas le réarmement allemand." On a été regarder le mot russe et avec beaucoup d'ingéniosité on a décidé que le mot russe signifiait simplement : "ne s'accommodera pas du réarmement allemand." ce qui était quand même moins fort. Je ne me rappelle plus le mot russe, enfin je me rappelle qu'on avait travaillé dans le temps pour trouver une traduction qui soit exacte et qui en même temps qui n'avait pas dit : "On vous rentrera dans le chou si vous réarmez l'Allemagne". Enfin il y a eu là toute une période d'automne 1950 qui a été vraiment très difficile.

**M. Vaïsse** : Vous travailliez à ce moment-là au Secrétariat général ?

**J. Laloy** : Oui, mais je continuais à m'occuper des affaires de l'Est et je conseillais le Chef de Cabinet de Parodi. Là on commençait à pouvoir être assez actif. Le Directeur, etc., venait plutôt chez moi que je n'allais chez eux, on était tout le temps en prise sur les choses alors beaucoup plus stables.

**M. Vaïsse** : Il était assez actif comme Secrétaire général ?

**J. Laloy** : Non, il n'était pas fait pour ça. Ce n'était pas son domaine. C'était Auriol, Vincent Auriol qui l'a mis pour surveiller son manomètre, c'est-à-dire Parodi était considéré comme socialiste. Il était aussi socialiste que moi je suis protestant mais enfin... Il était là pour présenter la IIIe, enfin la République des fondateurs et Schuman était considéré comme une épouvantable espèce de marguillier mais ça a quand même marché pas mal entre eux parce qu'ils étaient deux hommes très honnêtes l'un et l'autre et donc ça a marché mais il fallait toujours entraîner Parodi vers la politique Schuman. Et Parodi est resté complètement à l'écart de la CECA, de toute l'affaire Brendel, etc. Et il était plutôt contre. Cela c'est une autre affaire.

Là s'accomplit le tournant véritable, il met notre politique sur les rails qui d'ailleurs est maintenue depuis 1950, ça fait tout de même trente-cinq ans. C'est là.

**M. Vaïsse** : Mais vous restez au Secrétariat général de 1949 à 1955 ?

**J. Laloy** : Oui, sauf que j'ai repris, il me semble que j'ai repris la Sous-Direction d'Europe Orientale, je suis revenu au Secrétariat général et Sous-Directeur. Il me semble que j'ai fait les deux à un moment. Et puis j'ai été au Cabinet d'Edgard Faure de 1945-1956.

**M. Vaïsse** : Et le Secrétariat général, est-ce qu'il avait à ce moment-là des structures importantes au point de vue du personnel ?

**J. Laloy** : Non, il y avait moi-même et deux jeunes agents très capables, excellents, qui étaient Jacques Dupuis et Jacques de Folla. Dupuis a terminé comme Ambassadeur de Yougoslavie et Folla a terminé un peu avant comme Ambassadeur en Grèce. Il me semble que nous étions trois plus un personnel de secrétariat et un autre qui s'appelait Jacques Martin. Il n'y avait que des Jacques là-dedans.

**C. Pozzo Di Borgo** : Celui qui vient de (?) ?

**J. Laloy** : C'est ça, Jacques Martin, qu'on appelait le bon soldat. Qu'on appelait le bon soldat parce qu'il avait un côté vigoureux, énergique, extrêmement gentil et franc, etc. Et alors, non, on était un petit groupe, on avait des liens très étroits avec les directeurs...

**M. Vaïsse** : Et votre travail était de préparer au fond des études pour le Secrétaire général ?

**J. Laloy** : Notre travail était de veiller à ce que surtout marche, à ce que ça se tienne, qu'il n'y ait pas de rupture dans la chaîne de commandement par exemple.

**M. Vaïsse** : Vous aviez donc un contact direct avec les directeurs ou les chefs de cabinets ?

**J. Laloy** : Ah oui, avec le Cabinet, oui, sans aucune difficulté et avec les directeurs, surtout avec Fouques, surtout avec l'Europe, c'était Seydoux...

**M. Vaïsse** : Vous avez parlé tout à l'heure de Clappier, de Bourbon-Busset...

**J. Laloy** : Bourbon-Busset était mon camarade de lycée, alors nous étions, je ne veux pas dire intimes, un descendant d'Hugues Capet, il paraît que c'était une ligne plus ancienne que la méprisable ligne d'Orléans et même que la ligne de Charles X enfin il remonte au XIII<sup>e</sup> Siècle, enfin on était en très bons rapports et avec Clappier aussi, moins directement mais enfin Clappier était un type avec qui on ne pouvait ne pas s'entendre. C'était un homme très sûr, précis... Enfin ils ont fait l'affaire de Schuman en dehors de nous.

**M. Vaïsse** : Et avec Bidault, je veux dire avec le Cabinet Bidault, c'est-à-dire Morin ?

**J. Laloy** : Là, je n'étais pas encore au Secrétariat général alors je ne peux pas vous dire.

**M. Vaïsse** : Quand Bidault est revenu aux affaires, c'est-à-dire entre 1952 et 1954 ?

**J. Laloy** : Je ne me rappelle pas du tout. C'est curieux, non, je ne vois pas. C'est l'époque Falaize

**M. Vaïsse** : Si, mais il y avait comme personnages très proches de Bidault : Jean Morin ?

**J. Laloy** : Cela ne me dit rien. Morin donc je n'ai pas du tout connu.

**M. Vaïsse** : C'est d'ailleurs lui qui avait fait la notice dans l'histoire du Quai.

**J. Laloy** : Ah bon ! Cela ne me dit rien. Je me rappelle de Falaize, 1952-1954 c'est l'époque, oui, de la mort de Staline, etc., et ensuite la conférence d'Indochine, Bidault à la conférence d'Indochine mais alors là je me rappelle bien. Mais donc les rapports entre Bidault et Parodi n'étaient pas bons bien qu'ils fussent dans la Résistance l'un et l'autre, ils étaient extrêmement différents, ça n'a jamais bien marché. Alors là le Secrétaire général était un peu ennuyé il me semble. Alors c'est là, je crois, que je me suis réfugié plus ou moins à la Sous-Direction d'Europe Orientale. Il me semble. Et avant le Directeur Politique, c'était qui donc alors à l'époque ? On l'a fait partir, on l'a envoyé en Egypte autant que je me rappelle ? Ah ! C'était La Tournelle. Ah oui, oui ! C'était La Tournelle auquel on a associé Roland de Margerie pour le renforcer.

C'est à partir de ce moment-là, oui, maintenant j'y suis, oui, pratiquement là j'ai travaillé surtout avec Roland de Margerie, j'étais en face de lui, mon bureau était en face du sien mais nous étions tout le temps en cheville l'un sur l'autre. Et alors nous avons de nouveau préparé les conférences : La conférence sur l'Indochine...

**M. Vaïsse :** Vous avez ensuite une période où vous faites partie du Cabinet ministériel ?

**J. Laloy :** Alors j'ai été attiré dans le Cabinet ministériel par Edgard Faure parce qu'il s'est installé dans le Jura qui est le pays de mes ancêtres. Alors il m'a affecté pour ça. Et quand il m'a convoqué aux Finances il m'a dit : Voilà ! Alors je lui dis : "Je suis prêt à vous servir mais je dois vous dire que j'ai trois caractéristiques : Primo je suis un ours, je n'aime pas les banquets et ces trucs-là ; Deuxièmement je suis catholique et troisièmement anti socialiste". - "Ca n'a aucune importance". C'était uniquement pour défendre le Jura.

Alors là, j'ai rencontré Duhamel, nous nous sommes plus ou moins arrangés l'un avec l'autre, je n'ai pas joué un rôle très important. C'était plutôt pour le décor et de même que Armand Bérard qui était aussi là à titre de son père Victor, ancien sénateur du Jura. C'était la peinture disons. J'ai joué un rôle plus important dans le Cabinet de Pinay parce que Pinay était un type très gentil qui avait en plus une merveilleuse qualité : Il considérait les diplomates comme des (?). C'est le seul homme politique que j'ai rencontré qui ne les considérait pas uniformément comme des crétins, incapables..., bon et puis tout, pantalon rayé et tasse de thé.

**M. Vaïsse :** Vous connaissiez Antoine Pinay ?

**J. Laloy :** Oui, j'étais dans mon bureau et Gerisou a téléphoné et il me dit : " le ministre voudrait que vous soyez avec Sauvagnargues pour aider à son Cabinet". Alors je lui dis : "Je ne suis ni indépendant, ni paysan". Je n'avais pas tellement envie, si vous voulez, mais je pensais que Pinay était un réactionnaire atroce. "Mais ça n'a aucune importance, on le prend, vous verrez..." et je me suis très bien entendu avec Pinay. C'était comique au point de vue mœurs, enfin quand il était avec des étrangers, il était terriblement province française, adorable mais admettant difficilement qu'on reporte le déjeuner parce qu'il y avait une question qu'on n'avait pas encore tranché avec M. Gidel par exemple, ça le choquait. C'était un homme (il est toujours vivant) excellent et sûr et qui a un peu la même position par rapport aux étrangers que Robert Schuman. C'est-à-dire que les gens sont toujours surpris quand ils rencontrent un Français brillant comme l'était Bidault, ni dangereusement rusé ou je ne sais pas quoi... (?).

Un peu si vous voulez, un peu Pinaud, qui inquiétait les gens, il ne montrait jamais ce qu'il voulait dire. Quand il trouvait une espèce de monsieur assez honnête qui souvent lisait des papiers parce qu'il n'était pas absolument sûr et qui en même temps avait une politique qui justement les deux, étaient plus occidentaux que la majorité des ministres des gouvernements français, ils ont eu, à mon avis, plus d'influence et plus d'influence efficace. Les ministres qui croyaient par leurs rodomontades intimider les orgueilleux Américains, voilà. Alors avec Pinay ça va marcher comme ça. Mais Pinay c'est surtout occupé de choses dont s'est occupé

Sauvagnargues, c'est-à-dire les affaires de Messines, etc., or moi je ne m'en suis pas mêlé, pas du tout. Je m'occupais plutôt des pays de l'Est, toujours.

**M. Vaïsse** : Et Pinay n'a pas eu une grande influence sur vous ?

**J. Laloy** : Non

**M. Vaïsse** : En revanche, du temps d'Edgard Faure, il y a eu des velléités mais qui allaient à l'encontre de ce que vous pensiez ?

**J. Laloy** : Nous avons eu des engueulades avec Gior et pendant la conférence au sommet à Genève en 1955. (?) Nous a dit : "Le Pacte Atlantique, après tout...", ça a été un peu... on n'était pas sûr. Il n'a jamais eu l'occasion d'aller trop loin dans cette direction et quand il sentait un (?) généralement il reculait, il rentrait ses griffes quoi. Ça n'a jamais été très loin.

Je crois qu'il a été utile sur le plan marocain, il a rendu vraiment de grands services. Quant aux illusions à la dernière conférence au sommet de Genève, franchement c'était de la blague, ce n'était pas sérieux. Personne, d'aucun côté... C'est la seule conférence où j'ai vu ces imbéciles de chefs du Gouvernement, que fais-je, je commence à parler..., il ne vaut mieux pas. Ces braves et excellents chefs du gouvernement rédigeaient eux-mêmes un communiqué, ça a abouti à un pataquès affreux parce que ce n'est pas du tout leur métier. Alors, enfin, ce n'est pas la peine d'insister.

La conférence au sommet de Genève ça fait partie de tout ce qu'on put être les problèmes de soi-disant détente, etc., qui a débouché sur la crise de Hongrie et de là toutes les affaires de Suez et de Hongrie en 1956, enfin c'est un tout autre chapitre, s'il vous plaît, qui est le chapitre au XXe Congrès, enfin une première politique de détente, et qu'est-ce que ça a donné, etc., je crois que ça nous prendrait trop de temps, il est déjà 5 H moins le quart, qu'est-ce que vous voulez faire ?

**M. Vaïsse** : Peut-être revenir sur un point : Vous avez tout à l'heure évoqué la figure de Jean Monnet, est-ce que vous l'avez connu ? Quel rôle a-t-il joué pendant cette période que nous venons d'indiquer, c'est-à-dire 1948-1954 et dans quelle mesure vous-même y étiez intéressé précisément après les problèmes d'Europe Orientale, vous pensiez qu'il était important de faire l'Europe comme on a dit ? Et question subsidiaire faire l'Europe occidentale n'était-ce pas couper définitivement l'Europe Occidentale de l'Europe orientale ?

**J. Laloy** : Ecoutez, Monnet j'en ai entendu parler par François Valéry qui était chez Alphand à la direction Économique et qui suivait l'affaire de l'OECE et il avait été les voir, Martignac, et



il est revenu nous dire : "Ecoutez, il y a là des types qui ont l'air d'avoir quelque chose dans la tête..." Il y avait Marjolin<sup>3</sup>, et un jour j'ai été convoqué comme par Monnet, je ne sais plus à quelle date, j'ai été le voir et il m'a séduit par son côté Pinay, sauf qu'il était beaucoup plus sophistiqué que Pinay, mais par son côté expliquant les choses d'une façon simple et répétitive, prodigieusement répétitive, il était capable de répéter quinze fois le tout mais d'une façon qu'il l'a malaxé et qui la faisait progresser et alors moi j'étais très Europe Occidentale depuis le Conseil Parlementaire, depuis que j'avais vu tous ces hommes allemands sortis de l'hitlérisme et désireux de sortir l'Allemagne du drame. Et je m'étais dit : "C'est l'occasion, c'est que dans un siècle qu'on en trouve une comme ça. Il y a là des gens de bonne volonté qui ont souffert, Il y en a qui ont été chassés par les hitlériens avant d'être démis de son pays par les Anglais, ils l'avaient été quand même par les nazis" alors je me suis dit que c'était la chose à ne pas rater.

C'est comme ça que j'ai rencontré Monnet. Et après je l'ai retrouvé plus tard dans les affaires de la deuxième relance, après le Général de Gaulle. Il a cru que de Gaulle deviendrait européen. Moi, je ne le croyais pas, j'ai entendu les discussions. Et puis je l'ai revu ensuite dans le comité pour les Etats-Unis d'Europe et alors j'ai été un peu fatigué par sa manière de travailler. J'ai travaillé un peu pour lui, c'était vraiment dur. On refaisait dix fois le même papier sans jamais savoir pourquoi il ne convenait pas parce que ce n'était pas un homme logique, c'était un homme qui disait : "Ce papier me convient mais il y a quelque chose qui ne me convient pas. Il faut le refaire" mais on ne savait pas exactement pourquoi, c'était une mécanique un peu étrange. Mais enfin c'est un homme avec qui j'ai eu de très bons rapports et que je considère comme ayant joué un rôle capital de toute façon. Dans l'affaire de 1950, parce qu'elle est antérieure à la guerre de Corée. On dit toujours que c'est venu en mai et que à l'époque Monnet travaillait dans l'idée un peu d'ailleurs de se réconcilier avec l'Est, que l'acier produit irriguerait les pays de l'Est, intéresserait l'URSS..., c'est comme ça qui l'a exposé à la conférence. Et moi je lui ai dit : "Ce n'est peut-être pas sûr qu'ils soient tellement intéressés par l'acier. Qu'ils s'intéressaient en général à d'autres choses qu'à faire du commerce et sur le plan du fond ils seraient contre". C'était plus difficile qu'il ne croyait mais sa première idée était une idée de troisième force et c'est à partir de l'affaire coréenne et de tout ce qui s'est produit par la suite, et l'idée de l'armée européenne en novembre 1950 que là il est entré complètement dans le système occidental.

**M. Vaïsse** : Est-ce que vous avez un avis, un jugement ou un témoignage sur la politique extérieure française (?) 1950 quand d'un côté Georges Bidault, qui était Président du Conseil, pense à aller plus loin encore dans l'atlantisme.

**J. Laloy** : Le haut conseil pour la paix...

---

<sup>3</sup> Robert Marjolin, né à Paris le 27 juillet 1911 et mort le 15 avril 1986 dans la même ville, est un haut fonctionnaire, universitaire et homme politique français, qui a eu de hautes responsabilités dans le domaine économique tant en France qu'au sein de l'Union européenne

**M. Vaïsse** : Et quand Robert Schuman prend faits et causes pour le projet

**J. Laloy** : Ecoutez, je n'ai pas été mêlé n'y à l'un ni à l'autre. Je crois que son haut conseil (qui est un peu idiot), il se rendait compte qu'il y avait un problème de poids des Etats-Unis dans le système Atlantique et que je crois que c'est plutôt ça l'idéal, c'était pas tellement pour rentrer plus dedans, c'était pour équilibrer le poids américain tel que je l'ai compris de ce que j'en ai lu dans le Monde parce que je n'ai jamais été associé à la cuisine préliminaire, c'était entièrement le cabinet, je crois. Il n'y a guère que Clappier, il me semble, qui pourrait vous dire quelque chose là-dessus. Comment en plus c'est borné au fond, je ne sais pas s'il y a quelque chose dans les archives ? Ah, ce n'est pas ouvert les 50 encore ?

**M. Vaïsse** : Si normalement, si.

**J. Laloy** : Non, là je ne peux rien vous dire de plus. Ce n'est pas tout à fait contradictoire avec l'affaire Monnet. Ce qui est contradictoire, c'est que Bidault n'a pas compris l'affaire Monnet quand il l'a reçu. Je ne crois pas que j'ai à dire plus là-dessus.

Alors c'est une crise très intéressante parce que comme la première crise de Berlin, elle est à l'initiative des Soviétiques, dans les deux cas elle recourt à un instrument de pression, je ne dis pas un chantage, un instrument de pression sur les Occidentaux est d'origine Soviétique. Jamais, que je sache, sauf dans l'affaire de Cuba, et c'était un comble impressionnant, les Occidentaux n'ont exercé une pression directe simplement dans l'affaire européenne sur la politique soviétique mais pas pour l'affaire de Hongrie.

La deuxième crise de Berlin s'ouvre en 1958 et certainement dans l'esprit de Khrouchtchev, tout ça en période de détente, c'était une coexistence pacifique, à l'époque ça ne s'appelait pas nettement une détente. Enfin il avait proclamé que la guerre n'était plus inévitable, etc., et qu'il y avait eu la conférence au sommet de 1955 au milieu de tout ça. Et ouvre cette affaire de 1958 qui est dû, à mon avis, à la fusée, aux spoutniks et à l'idée un peu folle qu'il a eu qu'il avait un instrument, comme il le disait et qui ressemblait un peu au SDAE d'aujourd'hui, qu'il pouvait avec cette fusée tuer une mouche dans les espaces sidéraux. Ce qui n'était pas vrai.

Alors je crois que ça l'a poussé, en plus il était discuté dans son propre système, et il s'est dit : "Je vais me remettre en selle si j'obtiens un succès sur les Occidentaux" et alors il a monté ce système, il y avait beaucoup de difficultés dans le système soviétique puisque visiblement les maréchaux soviétiques n'avaient pas du tout envie d'envoyer des fusées dans un endroit aussi exposé donc il a pris des risques pour ça... en essayant de monter un dispositif de pression diplomatique et à terme. C'est-à-dire, il a dit : "On en marre de ce système de l'Allemagne, il faut faire un traité. Vous ne voulez pas faire un traité pour toute l'Allemagne et bien voilà le problème, si d'ici X mois vous n'avez pas fait un traité, moi je signerais un traité avec la RDA

et à ce moment-là le statut de Berlin cessera. D'ailleurs vous y avez mis fin par vos propres abus de réarmer l'Allemagne donc vous serez obligés de quitter".

Il ne menace pas comme Staline usait de la force mais il nous menace de nous obliger à partir moyennant un délai. Donc c'est un système à double détente : Il y a un délai qui nous gêne et qui le gêne aussi. Et donc cette crise crée un trouble dans le système occidental.

Le Général de Gaulle ne se méfie pas de Eisenhower mais il se méfiera beaucoup de Kennedy or dans la première période, c'est encore sous Eisenhower, il ne se passe pas grand-chose, dans l'hiver 1958-1959 Mac Milan va à Moscou, se fait très mal recevoir par Khrouchtchev, finit par obtenir cette conférence qui s'est tenue à Genève. Dans la conférence qui s'est tenue à Genève, ça a été le ballet diplomatique tout à fait caractérisé où les Soviétiques ont fait ce qu'ils font habituellement dans les (?) des pseudos concessions pour avoir l'air d'en faire, que nous refusons et qui leur permettent de dire : "Voyez, il n'y a pas moyen de se mettre d'accord avec ces imbéciles...". Là-dessus on a obtenu quand même à notre retour, le Général de Gaulle a estimé qu'on avait été trop loin dans les concessions, et il n'y avait pas eu la moindre concession. Et les Soviétiques avaient proposé des délais nouveaux plus longs et à l'issue desquels ont retrouvaient toujours le même déclic et qu'on avait refusé.

Et puis là où c'est devenu beaucoup plus compliqué, c'est après l'élection fin 1960, ah, il y a eu l'épisode de l'échec du sommet de 1960 avec le voyage de Khrouchtchev, en mars 1960, à Paris et la rencontre Khrouchtchev-Général de Gaulle or là-dessus c'est que je ne veux pas entrer à dire ici, il sera intéressant de lire les comptes rendus quand ils seront disponibles, je ne crois pas que je puisse dire plus.

Enfin je crois que, pour dire les choses simplement, que Khrouchtchev a compris ce que lui a dit le Général qu'il était disposé à maintenir l'Allemagne divisée pendant une très longue période. Ce qui ne me paraît pas le comble de l'imbécillité parce que ça consistait aux Soviétiques de le dire aux Allemands en tout cas. Alors il y a eu ça. Puis il y a eu l'incident de l'U2 et là alors le Général s'est tenu avec une réserve extrême contre Mac Milan, il voulait obtenir d'Eisenhower plus ou moins sinon des excuses, au moins le reconnaître. Et là le Général a été rigide et plein de fermeté, enfin il a été excellent.

Et puis alors Khrouchtchev a plus ou moins remis son délai au-delà de 1960 à cause de l'élection présidentielle et puis on s'est trouvé devant Kennedy. Alors à partir de là le Général de Gaulle, comme Khrouchtchev, a eu l'impression que Kennedy était un jeune homme et il s'est beaucoup raidi dans sa position sur Berlin dans la mesure où je crois que son calcul a été : Kennedy va lâcher et donc Adenauer dont il avait senti que Adenauer se sentait parallèle avec Kennedy, il y avait près de 50 ans de distance dans l'âge, mettons 40 et je crois que le Général de Gaulle s'est dit : Les Américains vont flancher un peu et alors moi je pourrais

recueillir les Allemands, la bombe française avait explosée en 1963, il commençait à avoir l'espérance atomique, et il s'est dit : "Je ne pourrais faire ce monde européen" qui était au fond de sa pensée "alliance Atlantique ou pas". Et alors il a donc pris la position d'être d'une fermeté absolue.

Qu'est-ce qui s'est passé ? Il y a eu l'affaire du mur en août 1961 dans laquelle, moi, j'étais en vacances, j'étais dans le Dauphiné, je suis revenu avec huit jours de retard, j'avais dit par téléphone quand on m'avait consulté : "Il faut que nous marquions au moins une réaction de notre catalogue de contre-mesures en cas d'incident" alors il y avait arrêt des communications aériennes ; Patrouilles maritimes nombreuses jusqu'au fin fond de la Mer Baltique ; Enfin des trucs militaires de démonstration de puissance et de mécontentement. Ça n'a pas été repris par personne y compris par les Américains et on s'est concerté en automne 1961 et alors c'est là qu'est arrivé une espèce de grève du Général de Gaulle. Il a dit : "Moi, je ne leur parle plus. Ils ont fait un sale coup, qu'on ne leur parle plus".

Nous étions deux, moi-même et Soutou qui était à l'époque, je crois, directeur d'Europe, autant que je me rappelle. Non, c'était en 1960, c'est moi qui étais Directeur d'Europe ; Soutou était sous-directeur d'Europe orientale. Et nous étions tous les deux que nous pensions qu'il fallait parler avec les Soviétiques pour leur manifester notre fermeté, que de ne pas parler, connaissant le rapport des forces, surtout si les Français étaient les seuls à ne pas parler, n'apportait aucune espèce de secours à la négociation et que laisser parler les Américains seuls étaient les exposer à céder parce qu'ils avaient l'idée qu'il fallait s'entendre et puis au fond Berlin n'était pas sûr. Mais alors de Gaulle pensait que n'étant pas sûr ça ne serait pas si mauvais si Kennedy flanchait un peu, je ne pense pas qu'il souhaitait qu'il flanche beaucoup mais qu'il flanche assez pour inquiéter Adenauer et pas assez pour rassurer Khrouchtchev. Il a joué là un jeu que moi j'ai trouvé beaucoup trop machiavélique et dangereux, très dangereux pour nous. Et on est arrivé au fait que c'est de là que date le bilatéralisme américano-soviétique.

Il y a eu au printemps 1962 des conversations directes entre Rusk et, je ne sais pas qui c'était, Gromyko et où ils ont commencé, en effet, moi, je commençais à être un peu inquiet, ce n'est pas du tout connu tout ce que je vous raconte là : Les Américains imaginaient une autorité internationale des accès ; La DDR serait représentée de quelque part ; Enfin quelque chose qui touchait au statut de Berlin, qui amenuisait de plus en plus le statut de Berlin et qui faisait passer l'affaire de Berlin dans un cadre de coexistence des deux Allemagne et d'abandon par les alliés occidentaux de leur position quadripartite sur l'Allemagne qui ont (?) vis-à-vis de l'Allemand, qui était (?). Alors il y a eu ce danger-là que je signalais de toutes mes forces et je me rappelle avoir porté un télégramme après, plus tard, à Couve, au moment où, non, c'était avant, c'était après 1957 c'était au moment du voyage de Khrouchtchev à Washington, j'avais fait un télégramme à Washington en disant : "Même Eisenhower s'est laissé un petit peu avoir..." à Couve : "Ce n'est pas la peine de leur expliquer ça..." et je ne comprenais pas

pourquoi il ne voulait pas, je crois qu'il y a toujours eu ce crochet du Général : "Les délais sont ferrés, démontrer aux Allemands que leur seul soutien véritable : C'est nous".

**M. Vaisse** : Je m'excuse, il y a tellement de choses fort intéressantes que je n'ose pas vous interrompre. Vous jugez que le centre de la politique étrangère du Général de Gaulle dans cette année-là c'était l'axe européen ?

**J. Laloy** : Il voulait avoir sur l'Allemagne une espèce de voix prépondérante par le fait européen. Le Plan Fouchet aurait été fait pour ça. Et il pensait que tant que l'Allemagne était liée aux Etats-Unis il n'en sortirait pas et donc qu'il fallait d'une façon ou d'une autre distendre le lien américano-germanique. Le Plan Fouchet était fait pour ça, il ne l'obtint pas.

Il ne pensait pas du tout que les Américains allaient tout lâcher sur l'Allemagne mais il pensait que les Américains allaient décevoir Adenauer. Je ne pense pas qu'il pensait qu'il n'était pas prévu à assister à la capitulation allemande, pas prévu. Cela dit, c'est qu'il voulait laisser Kennedy faire seul ce qu'on appelle en anglais le *dirty work* et que lui apparaîtrait comme le type aux mains propres. Et si je le dis c'est parce que, moi, j'avais été envoyé à Washington en septembre 1961, tout de suite après le mur et l'explosion du mégatome de Khrouchtchev pour préparer qu'elle va être notre riposte et je n'avais pas d'instructions donc j'avais accepté que nous nous concertions pour envisager une nouvelle négociation avec l'Union Soviétique, pour reprendre la conversation mais sur la base de la fermeté. Et quand Couve est arrivé à Washington il m'a dit : "Vous avez été trop loin, je ne peux pas accepter ça, je vous désavoue. Vous auriez pu demander les instructions à moi, ça aurait été mieux..." et en effet il a dit que la France ne soutiendrait pas cette position-là, que nous préférions laisser les Américains seuls faire le contact, ce que j'avais combattu, moi, toujours. J'avais (?) que je ne devais pas accepter un truc à trois et c'est pour ça que je pense qu'il y avait quand même quelque chose d'autre dans leurs calculs, vous comprenez, pourquoi ?

On n'a pas intérêt pour une affaire de cette portée de laisser un seul porter tout le poids à moins qu'on ne souhaite que celui-ci le porte mal et nous en tirions, nous, un bénéfice moral et que quand même les Américains n'allaient pas tout lâcher. Je ne crois pas du tout que le Général ait joué un jeu comme celui-là pour être débarrassé des Américains pour devenir les protecteurs des Allemands mais il a pensé qu'il obtiendrait un surcroît de confiance de Adenauer en lui et il apparaissait qu'il avait les mains propres alors que l'autre avait les mains sales dans un règlement qui peut-être finalement ne serait pas tellement mauvais mais enfin qui serait moins bon que ce qu'Adenauer souhaiterait. Il me semble qu'il est à peu près certain qu'il risquait le coup.

Et on en a été sauvé par le fait mystérieux que les Soviétiques ont passé à deux pas d'un règlementer qui leur aurait donné beaucoup de choses incontestablement. Au printemps 1962 c'est là qu'on débouche sur la vérité.

Au printemps 1962 il y a eu dans les conversations américano-soviétique un système que je vous ai décrit sommairement : L'autorité internationale des accès ; Reconnaissance de la DDR par nous et des deux Allemagne ; enfin tout un système qui aboutissait à une sorte de division permanente et de dépossession des alliés occidentaux de leurs pouvoirs de réunification de l'Allemagne qui vont entraîner l'Allemagne de l'Ouest vers la nécessité de négociation permanente avec l'Allemagne de l'Est seule responsable des destins allemands futurs et donc qui va pour nous la mettait dans le danger d'une tentation neutralisante constante. Ce n'était pas loin de réussir. Je ne sais pas pourquoi les Soviétiques n'ont pas accepté, enfin les Américains avaient touché et ça a échoué, Dieu soit loué, il y a eu l'affaire cubaine qui a commencé et à mon avis Khrouchtchev a pensé qu'il obtiendrait plus, et ayant vu que les Américains commençaient à lâcher, il s'est dit : "J'obtiendrais quelque chose de beaucoup plus gros" et il a lancé son affaire. Je suis persuadé que Cuba devait se solder par un succès à Berlin.

Il y a beaucoup de signes qui le prouvent. C'est-à-dire que quand il a fait déférence en août-septembre à Kennedy : "Vous n'aurez pas d'inquiétude à avoir avec moi sur le problème de Berlin d'ici l'élection au Congrès qui a lieu en novembre, c'est-à-dire au moment de l'assemblée des Nations-Unies. Je vais le dire à l'assemblée des Nations-Unies en novembre 1962". Et il devait venir à mon avis ses fusées installées disant : "Je suis prêt à les retirer, qu'est-ce que vous me donnez sur Berlin ? Ou vous refusez de les retirer dans ce cas-là, moi, pourquoi ne serais-je pas autorisé aussi à faire quelque chose...". Enfin, bref, il avait un chantage en main extrêmement puissant. En tout cas je me rappelle comment, moi, j'ai réagi au début de la crise de Cuba, c'est-à-dire quand on a eu les premières indications en septembre et ma première réaction, qui était mauvaise, je dois dire, a été de dire : "Ce crétin de Kennedy va lâcher sur Berlin à cause de ça. Qu'est-ce que ça peut vous faire, Cuba, ça n'a aucun intérêt..." et un de mes collègues qui s'appelle François Peau m'a dit : "Non, vous n'avez pas compris, je crois que les Américains maintenant vont rentrer dans le chou des Soviétiques. C'est une affaire qui nous intéresse au plus au point et ou, au contraire, on va pouvoir en sortir autrement".

C'est lui qui avait raison. Effectivement je me suis trompé. Et bien ils étaient inquiets de ce que je savais de ce qu'ils avaient déjà manigancé Et Khrouchtchev pensait qu'en rajoutant il obtiendrait plus et en rajoutant trop ça a échoué. Voilà en gros ce que je voulais dire. Je crois en tout cas que c'est quelque chose qui doit rester comme une des hypothèses puisqu'il y a de très nombreux signes que l'affaire de Berlin ait dévié de cette façon. Kennedy savait lui aussi que s'ils débarquaient à Cuba si Khrouchtchev jouait le grand jeu, il pouvait faire une mauvaise affaire sur Berlin donc des deux côtés ils se sont trouvés paralysés l'un l'autre, enfin

Khrouchtchev beaucoup plus que l'autre, d'après ses amis il avait misé beaucoup trop fort. Voilà en gros ce que je voulais dire sur l'affaire cubaine en 1962 après ça vous avez surtout l'intérêt du Général de Gaulle qui tend vers sa politique de détente avec l'Union Soviétique qui commence à partir de 1963, tout de suite, et qui apparaît dans l'invitation de Podgorny, on l'a invité en France en mars 1964, ça a été le début. Puis ça a été le voyage de 1966 : Détente, Entente, Coopération qui ressemble beaucoup quand même, là aussi j'avais été relancé les Américains dans leur tour.

**M. Vaïsse** : Vous voulez en dire un mot ?

**J. Laloy** : Là je m'arrête parce que là j'ai lâché pieds à partir de ce moment-là, je n'avais plus aucune action politique quelconque au Quai d'Orsay à partir de avril 1964. J'étais Conseiller Diplomatique du Gouvernement avec pour mission de rester à la maison, voilà. Non, là je n'ai plus rien de concret à vous dire.

**M. Vaïsse** : Est-ce que vous aviez accueilli le retour du Général de Gaulle avec... ?

**J. Laloy** : Je me rappelle comment je l'ai accueilli, je vais vous le répéter. J'étais très lié, j'aimais beaucoup Jean-Marc Boegner même si nous étions tout à fait dans des corps différents et le jour où on s'est réuni pour aller présenter le Ministère à Couve qui arrivait comme Ministre des Affaires étrangères, on était tous dans l'antichambre comme vous savez et je suis arrivé, il y avait Jean-Marc qui était là, et c'était le moment où, je crois, le Glaoui s'était réconcilié plus ou moins avec le sultan du Maroc et s'était accroupi devant lui, alors je suis arrivé devant Jean-Marc Boegner et je me suis mis à quatre pattes pour jouer à l'Arabe, comme pour lui dire : "Je me rends, vous avez triomphé...". J'étais terriblement inquiet.

**M. Vaïsse** : Ah bon ?

**J. Laloy** : Moi, j'ai toujours considéré le Général de Gaulle comme un danger majeur, non pas pour l'Algérie, je m'en foutais de l'Algérie, mais pour les rapports Est-Ouest. J'avais très peur qu'il reprenne la politique. Et en fait quand nous avons été le voir le 4 juin 1958 dans son bureau, vous êtes au courant de cette histoire ?

**M. Vaïsse** : Non, pas du tout.

**J. Laloy** : nous avons été avec Couve et Joxe, j'étais comme Directeur d'Europe, moi, pour les accompagner, et on venait d'entrer, et en entrant Joxe me dit : "A propos, c'est vous qui faites le laïus...". - "Bon, très bien" et on n'avait pas parlé encore que le Général de Gaulle nous dit : "Que reste-t-il de mon ancienne politique sur l'Allemagne ?", c'est-à-dire la politique 1949,

nous étions fin octobre 1958 et Couve et moi, sans nous concerter, il était très loin à droite et moi très loin à gauche : "Rien du tout, mon Général". Réponse : "RRRRRon". Il avait une espèce de cri de rhinocéros quand il n'était pas content et puis voilà, ça a passé mais enfin il y pensait encore à la politique sur l'Allemagne.

**M. Vaïsse** : Cependant trois mois plus tard il allait à Stuttgart ?

**J. Laloy** : Le miracle de Colombey, miracle dû en grande partie au fait que Adenauer croyait qu'il allait rencontrer un général français du type Général Boulanger, l'espèce de général vaniteux, prétentieux, admettons de Lattre qui n'était pas vaniteux ni prétentieux, il était peut-être autre chose, mais enfin un général à fla-fla et il a trouvé un vieux monsieur un peu dans son genre : Ironique, sarcastique, convaincu d'un certain nombre de grandes choses et pessimiste sur le monde, enfin méprisant tous les hommes, enfin ils avaient beaucoup de points communs et pas romantiques pour un sou. Alors il y a eu le miracle de Colombey. C'est certain. Ce qui nous a sauvés, on n'en était pas sûr d'avance. Et moi je craignais terriblement, pas tellement le retour de de Gaulle, le retour des gaullistes, de tous les Grandval et Cie, et c'est pour ça que je me suis mis à genoux devant Jean-Marc, je vous le dis je le fais rarement mais tâchez d'être sérieux quand même, voilà. Non, j'étais très inquiet, c'est certain ! Et a marché... moi, je me suis maintenu à cause de l'accès de Berlin, vous comprenez. Il est très ferme alors donc ça allait mais quand il a essayé de jouer un jeu faux vis-à-vis de l'Est alors là c'est réalisé ce que je craignais, (?) aucun effet finalement. Mais enfin toute l'affaire des années 1964-1966 j'étais ravi d'être en dehors, je considérais que c'était très dangereux, ça risquait de mettre les Allemands dans la situation de surenchère et on entraînait dans tout ce que je crois être une catastrophe et qui se verrait surtout pour nous maintenant : Allemands et Français cherchant à aller les premiers à Moscou.

Ah non, j'étais tout de même désolé mais je trouvais que la manière dont il était rentré avait quand même un petit aspect putschiste secret qui n'était pas très satisfaisant au point de vue des règles démocratiques et tout ça et puis je voudrais dire que les gens qui l'entouraient sont particulièrement peu bienfaisants pour une politique à long terme avec les Etats-Unis, enfin toute ces grandes choses quand même qui étaient très importantes. Ah non, je n'étais pas du tout rassuré

**M. Vaïsse** : Vous aviez de bonnes relations avec M. Couve de Murville ?

**J. Laloy** : J'ai toujours eu une très bonne relation privée, enfin pas intime mais une bonne relation privée mais il m'a toujours considéré un peu comme un énergumène. C'est-à-dire un type..., je ne sais pas moi, un bonhomme qui a des convictions un peu exagérée. Le bon fonctionnaire doit en avoir mais ne doit pas en faire part, il ne doit pas en vouloir trop.



**M. Vaïsse** : Mais alors cela me fait penser que dans votre ouvrage sur la politique extérieure de la IV<sup>e</sup> République, vous allez sans doute soutenir la thèse que la politique extérieure sous la IV<sup>e</sup> République n'a pas été aussi détestable ?

**J. Laloy** : Ah oui, certainement, je suis pratiquement sur la ligne, ce qui me gêne c'est que je suis sur la même ligne que Bressère dans son dernier livre, tout à fait. Le Général de Gaulle finalement a chaussé les pantoufles de la IV<sup>e</sup> : Décolonisation, Entente occidentale et finalement la résistance avec l'Union Soviétique.

**M. Vaïsse** : Ce n'est pas tant le contenu que les méthodes, le style et la façon de se faire entendre par les autres, beaucoup d'interlocuteurs que nous avons déjà rencontrés ont été sensibles à la différence de ton dans les deux périodes et le plus souvent avec déférence qui est extrêmement intéressante<sup>4</sup>

**J. Laloy** : Que voulez-vous dire par là, je ne comprends pas ? Ah vous voulez dire que nous avons retrouvé le prestige ?

**M. Vaïsse** : Voilà.

**J. Laloy** : Alors on n'a toujours pas (?).

Je me rappelle plusieurs de mes collègues. Ils ronchonnaient d'avoir trouvé le prestige, confondaient le prestige et le plaisir qu'on a à être plus ou moins verbalement incommode. Un discours que j'ai toujours eu en abomination, le Québec libre... c'est ce que j'appelle de la provocation gratuite. Il y en a beaucoup à qui ça convenait.

**M. Vaïsse** : Et l'idée qu'enfin la France avait une politique extérieure ?

**J. Laloy** : Ce n'est pas vrai parce qu'après le discours de Phnom Penh, franchement c'est nous qui avons gagné en Indochine, ce n'est pas les Vietminh. Si nous avons traité avec les nationalistes vietnamiens en dehors de Ho chi Minh en 1945-1946 on aurait peut-être pu tirer autre chose que la guerre du Vietnam, j'en suis pas sûr, on a engrené la guerre d'Indochine dont on a été victime en 1954 et après aller en 1967 leur dire: "Méfiez-vous de la guerre d'Indochine, c'est très mauvais..." ce n'est pas à nous de donner des leçons sur les guerres d'Indochine, Ah non, moi, j'étais honteux de ce discours. Surtout qu'en plus en effet les Américains sont partis, on a vu le résultat, il a dit : "Partez et tout s'arrangera".

---

<sup>4</sup> Phrase inachevée

De même le Québec libre c'était (?), non, ça je dois dire que c'est ce que j'ai trouvé de pire. Plus la politique de détente, entente, coopération avec l'Union Soviétique, 1966, le voyage...

**M. Vaïsse** : Est-ce que ce n'était pas l'air du temps ?

**J. Laloy** : Ce n'était pas là qu'il aurait fallu avoir justement une position plus un peu indépendante. S'il fallait être indépendant, pour une fois ça aurait pu être dans ce sens-là. Enfin je veux bien qu'il fallait avoir des relations avec l'URSS, je suis persuadé qu'il en faut mais pas en disant : "On va faire avec cette bonne puissance européenne quelque chose qui nous débarrassera des Américains" en fait on s'attendait à ça. Je dois dire que j'étais ravi d'être de l'autre côté parce que j'aurais beaucoup de mal à me trouver dans cette politique que je trouvais une politique de... Ça pour l'affaire de Berlin, Dieu soit loué, si vous voulez il était plus raide que les Américains, bon alors là ça m'arrangeait. Mais après je trouvais que c'était verbal. Franchement, qu'est-ce qu'il en est sorti ? Ce n'est pas formidable non plus. Et les Soviétiques, si on relie, je crois que je vais faire un ou deux articles, à propos je ne sais pas où le publier, si vous voyez une revue où on pourrait publier quelques articles sur les rapports entre la France libre et l'Union Soviétique pendant la guerre sur la base des documents soviétiques.

**M. Vaïsse** : Il y a la revue (?)

**J. Laloy** : Oui mais c'est un machin que personne ne lit.

**M. Vaïsse** : Sinon, la revue : Relations Internationales, je suis sûr vous est ouverte.

**J. Laloy** : Ce n'est pas très lu...

**M. Vaïsse** : A ce moment-là il faut utiliser : Politique Internationale.

**J. Laloy** : C'est possible mais c'est trop historique...

**M. Vaïsse** : Oui mais je suppose qu'il garde chaque fois dans leurs numéros des articles à caractère historique extrêmement long, au contraire.

**J. Laloy** : Le Général de Gaulle en mai 1942 a fait demander par Dejean à Molotov s'il pourrait se réfugier en URSS. C'est quand même singulier.

**M. Vaïsse** : La création d'un service de recherches pendant que vous étiez Conseiller du Gouvernement ?

**J. Laloy** : Cela c'est surtout quand j'ai été Directeur, oui, on avait pensé que... Au conseil diplomatique j'ai complètement été éliminé, j'étais vraiment mis sur la touche, complètement, on m'a dit : "Restez chez vous. Tout ce qu'on vous demande c'est de nous foutre la paix". J'ai écrit deux livres. C'est là que j'ai écrit un livre sur Lénine, un autre livre sur les (?), etc. J'étais ravi. Et puis alors en revenant, non, c'est donc dans la période avant ça, dans la période Directeur Politique Adjoint qui va de 1961 à 1964, alors là avec Emanuel de Margerie et Jean-Bernard Raymond qui sont l'un à Moscou et l'autre à Washington maintenant, nous avons constitué une direction politique adjoint : Centre de Recherches, et qui avait du poids. Et on faisait des notes sur mettons les problèmes de la connaissance pacifique ou je ne sais pas quoi... et alors on envoyait ça aux postes des notes qui alors se basaient sur des échanges de vue, ou ce qu'on avait lu dans les revues, etc., et on envoyait ça aux postes en leur demandant leurs commentaires. L'idée était d'abord un service d'élargissement de la surface portante du Ministère, pas seulement les télégrammes et les dépêches, de façon à demander aux postes des réactions sur diverses hypothèses qu'on faisait non plus dans l'ordre de l'action mais dans l'ordre de l'évolution des faits.

**M. Vaïsse** : Parce qu'il vous semblait que cela manquait ?

**J. Laloy** : Ah oui, moi, j'ai toujours trouvé qu'auparavant à la Sous-Direction d'Europe Orientale avec, malheureusement qui est mort, François Billancourt qui était un homme excellent qui a été en Russie lui aussi, on avait fait ça, il avait fait venir Kerbley, là où nous étions. Kerbley travaillait dans la Sous-Direction d'Europe Orientale. Mais enfin j'ai pas mal de papiers ici aussi de cette époque-là encore. Parce que pour cette affaire d'Eugène Morin, oui, il y a eu deux essais, il y avait aussi le secrétariat des conférences mais qui est devenu de plus en plus soutenu et puis il y avait une espèce de vague service de recherches dirigé par M. Simon Gentil qui s'appelait je ne sais plus comment mais alors qui faisait des recherches sur les ancêtres d'Henri IV ou je ne sais pas quoi, enfin qui était tout à fait historiques. Et alors notre petit truc c'était un embryon de quelque chose que l'on voulait développer. Et quand ils sont arrivés, catapultés par je ne sais plus qui, ces deux amis et Eugène Morin, chez moi ils sont venus, j'étais aux Archives à ce moment-là, et ils sont venus me voir : "Osait que vous avez jadis commencé la même chose...", j'ai dit : "oui mais que ça ne s'est pas discuté à peine sous la cendre" alors on a discuté jusqu'au moment où il est apparu qu'ils n'avaient pas envie d'avoir un type plus âgé au-dessus d'eux non plus et que le ministre qui était Paul Sauvagnargues n'avait pas envie d'intervenir dans cette dispute, ce qui fait que la chose m'a échappé totalement. Enfin à ce moment-là il y avait une espèce de transition qui aurait pu se faire dans son bureau mais en fait qui n'a pas eu lieu. C'est pour ça que j'ai fait une petite lettre sur (?), il exagérait un petit peu étant donné..., nous avons des contacts très amicaux, il était pas effacé si vous voulez mais enfin j'avais participé au démarrage de leur opération dans un

sens positif, ils étaient venus recommandés par Aron et tout ça, je n'avais aucune raison de m'y opposer et je ne voudrais pas qu'on dise qu'avant eux il n'y avait que des crétins incapables lisant le Monde et le copiant pour le télégraphier le lendemain au Département de façon acceptable.

**M. Vaïsse** : Oui, c'était même tout le contraire parce qu'au fond tout ce qu'on peut voir dans les archives c'est justement le nombre de notes, l'abondance de notes de papiers et d'études qui ont été faites.

**J. Laloy** : C'est-à-dire que nous avons, quand je suis rentré dans le service notre instinct a été de nous dire : "Nous devons nous retrouver au même niveau que les Anglais et les Américains" alors nous travaillions, lisions, sachions, en faisant tout ce que nous pouvions pour ne pas leur (?) et beaucoup de (?) avaient l'air d'idiots mais légers. Quand on lira les choses sur moi, pas partout naturellement.

Cela a été notre thème fondamental, on est tous du même avis d'ailleurs, aussi bien les gens issus du gaullisme majeur que les autres, qu'il faut une certaine technicité dans le monde moderne si on veut être écouté dans les colloques, dans les conciliabules internationaux, c'est tout. Et puis si on se contente de dire : "voilà une thèse française, est-ce que vous acceptez ? Non, vous n'acceptez pas donc vous êtes dans l'erreur" non, on ne fait pas de travail politique. Et puis si on dit : "Voilà comment nous voyons l'évolution du monde soviétique à tel moment, etc. et voilà comment nous imaginons comment on va trouver leur économie, qu'en pensez-vous ?" à ce moment-là on commence avec les alliés un dialogue efficace qui permet peu à peu d'adapter les positions en vertu d'un troisième thème qui est une observation objective du monde tel qu'il est. Franchement ça ne sert à rien du tout. C'est pour ça dès que, pendant trente ans, quand je voyais un type arriver avec ses thèses françaises je me disais : "Les thèses françaises, ça ne sert à rien, ça n'intéresse personne". La preuve en est les archives culturelles françaises ont disparu à jamais. Toutes les thèses que nous avons affirmées et je ne crois pas parce qu'on a léché les pieds des Américains, c'est parce que le monde était que..., c'est en affirmant des thèses nationales qu'on résout les problèmes à l'heure actuelle. C'est en comprenant dans ces problèmes internationaux où sont les intérêts français et en général les intérêts de l'Occident qui ne sont pas contradictoires que l'on peut poser des choses qui sont utiles à la France et qui sont en même temps utiles à l'ensemble. Bref, la diplomatie n'est pas un truc à somme nulle non pas seulement vis-à-vis des Soviétiques mais surtout à l'intérieur du système occidental.

Ce que gagnent les uns peut bénéficier aux autres et ce que gagne l'ensemble bénéficie à tout le monde et c'est ça que les gens ne comprennent pas. C'est là où le prestige du Général de Gaulle m'a gêné parce que ça faisait très bien dans les journaux. On engueulait les Américains mais moi je m'en fous de tout ça. Ce qui m'intéresse c'est vos affaires occidentales

communes n'aillent pas à la déroute or tous les jours elles sont menacées d'y aller, jusqu'à ce que le problème soviétique soit résolu nous sommes toujours dans une période de dangers.

Voilà la philosophie de tout ça, qui n'est pas du tout la philosophie officielle.

Fin de l'entretien